



PROJET DE LOI 15

Cri du cœur des femmes en santé

Page 3



NORTHVOLT

L'énergie à quel prix ?

Page 2

L'ATELIER

L'INFORMATION PERTINENTE
SOUS TOUTES SES FORMES
LE JOURNAL DES FUTURS REPORTERS
LE MERCREDI 29 NOVEMBRE 2023

ÉDITION
SPÉCIALE
EDM4404

Jusqu'à ce qu'il n'y ait plus rien

L'hommage national à Karl Tremblay

Page 15



ISRAËL-HAMAS

La trêve se poursuit

Plus d'informations, Page 13



JUSTICE

La femme à la valise

Plus d'informations, Page 10



DOSSIER

20 ans d'hier à aujourd'hui

Plus d'informations, Pages 8-9



Envoyée sur place, notre photographe a vu un camion de forage pénétrer sur les lieux. Or, aucune annonce du début de la construction n'a été faite pour le moment. Megan Foy, L'Atelier

Un pont-tunnel pour le 3^e lien

Reviement de situation dans la série tendance québécoise du 3^e lien, un pont-tunnel est envisagé. Après de nombreuses conjectures sur la forme de ce nouvel axe routier qui doit relier les villes de Québec et Lévis, deux ingénieurs ont proposé ce nouveau scénario. Bruno Massicotte, un ingénieur auteur des premières études sur le 3^e lien et Daniel Tourtant, responsable de la réalisation de l'autoroute 25, prévoient maintenant un pont. Celui-ci partirait de Lévis, traverserait le Saint-Laurent et serait suivi d'un tunnel relié au cœur de Québec. C'est un emplacement idéal selon eux puisqu'aucune expropriation résidentielle ne serait effectuée. Le pont compterait 6 voies et aurait 700 mètres de portée. *RB*

À la défense de la journaliste Léa Carrier

La cause de la journaliste Léa Carrier a été entendue en Assemblée nationale mardi. La députée de Québec solidaire Ruba Ghazal a déposé une motion qui « condamne la campagne haineuse » que la journaliste de *La Presse* a subie pour avoir documenté l'influence d'Andrew Tate sur de jeunes Québécois en novembre. La motion a été adoptée à l'unanimité par l'ensemble des partis. « L'impact des influenceurs masculinistes sur nos jeunes est très inquiétant, et le gouvernement a une responsabilité en matière de prévention », a souligné la députée. La motion souligne aussi l'importance de son travail d'enquête. *FCH*

Tout pour son identité

Alexe Frédéric Migneault entamait mardi une neuvième journée de grève de la faim devant le siège social de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ), pour réclamer une carte d'assurance maladie avec la mention « X » pour la catégorie du genre. Alexe Frédéric Migneault, qui a reçu son certificat de naissance non généré en 2017, n'a pas l'intention de baisser les bras devant les délais qu'il juge excessifs pour obtenir sa carte de la RAMQ. « Nous attendons d'obtenir le rapport des impacts cliniques du ministère de la Santé avant d'apporter toute modification à sa carte d'assurance maladie », affirme Caroline Dupont, porte-parole de la RAMQ, pour justifier une telle attente. *NL et AQ*

Northvolt tente de séduire

Le Québec entre enjeux économiques et environnementaux

RAOUL BLOCH
L'Atelier

Le PDG de Northvolt en Amérique du Nord, Paolo Cerruti, est partagé entre la ferveur économique et la réticence écologique. Dans une conférence de presse à la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, hier, l'homme d'affaires a tenté de convaincre les Québécois du bien-fondé du projet d'usine de batteries sur la Rive-Sud.

« On a trouvé une très grande qualité de personnes à Montréal », a affirmé M. Cerruti en parlant de la main-d'œuvre locale. Soulignant les débouchés économiques de ce projet de 7 milliards de dollars, il a affirmé avoir reçu plus de 3000 candidatures en une semaine.

M. Cerruti a d'abord vanté les valeurs écologiques de la compa-

« On a eu un accueil un peu différent. Ça nous a surpris honnêtement » - Paolo Cerruti

gnie, puis a abordé l'accueil du projet au Québec. « On a eu un accueil un peu différent. Ça nous a surpris honnêtement. »

Il contraste avec les Suédois, tellement euphoriques à l'annonce de la première usine qu'il avait fallu fermer une salle réservée au public par mesure de sécurité.

Écologique ou pas ?

M. Cerruti est également revenu sur les polémiques entourant le site de construction de la nouvelle usine. Comme l'a indiqué *La Presse* le 23 novembre 2023, le site industriel désaffecté, à cheval sur les villes de McMasterville et de Saint-Basile-le-Grand, abrite aujourd'hui 21,6 hectares de milieux humides. Des habitats qui accueillent plusieurs espèces protégées.

En réponse à ces préoccupations, l'homme d'affaires s'est dit alerté par ces revendications : « Il y a des zones, on a nous-mêmes dit qu'on n'y toucherait pas. »

Pour rappel, cette ancienne usine de fabrication de dynamite a fermé ses portes en 1998. Après de nombreuses années d'abandon, bien que le terrain soit encore en-

registré comme un site industriel, l'inactivité humaine a permis à la nature de reprendre ses droits.

Le Front commun s'invite

Le Front commun a interrompu par quatre fois la conférence de presse. Après qu'un premier groupe fut rentré de force lors de l'ouverture de la salle, ce sont trois tables entières sur les 650 participants qui se sont révélées être des partisans de la grève.

Interrogé sur ces interruptions dans un point de presse, le président de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM), Michel Leblanc, a affirmé que la CCMM est un espace public ouvert aux différentes opinions, mais a condamné les actions successives du Front commun.

L'industrie du vapotage perd sa clientèle

OLIVIER GUILLET
L'Atelier

Près d'un mois après l'abolition des saveurs dans les produits de vapotage, il y a eu une « énorme diminution » de la clientèle, selon Élodie Bouchard, l'assistante-gérante d'Eurovap. Pour sa part, la porte-parole de la Coalition des droits des vapoteurs du Québec, Valérie Gallant, croit que la cigarette regagne du terrain.

« On va passer à travers en raison de notre clientèle qui reste fi-

dèle à la saveur de tabac, même si elle a baissé de moitié », explique Mme Bouchard.

Elle ajoute que des commerces « roulaient » avec une clientèle âgée de moins de 25 ans qui adorait les saveurs. « Nous, au moins, nous avons de la nourriture, mais ce ne sont pas tous les magasins pour qui c'est le cas, dit Mme Bouchard. J'en ai vu beaucoup fermer leurs portes pendant le mois de novembre. »

Les jeunes ont déserté

Mme Bouchard précise qu'il n'y

a quasiment plus de jeunes adultes entre 18 et 25 ans dans les magasins de vapotage du Québec. « Le problème, c'est que je vois des adultes et des mineurs en train de vapoter dans les rues avec ce qui me semble des vapoteuses à saveurs », explique-t-elle.

Présentement, les vapoteurs du Québec peuvent aller en Ontario, dans les réserves autochtones ou encore sur le Web pour se procurer des saveurs.

La cigarette est de retour

« J'ai un ami qui fumait la cigarette seul lors de ses pauses au travail depuis plusieurs années. Depuis un mois, c'est drôle, il a de nouveaux amis qui fument à ses côtés », raconte Mme Gallant. Elle explique que cette mesure mise en place le 31 octobre dernier est un « pétard dans l'eau ». « Lorsque la Nouvelle-Écosse a appliqué cette loi en 2020, l'utilisation de la cigarette a connu une hausse de 17% [...] Je ne comprends pas pourquoi on s'attendait à un autre résultat! », s'exclame-t-elle.

ENSEIGNANTS

La grève de la FAE se poursuit

MAYLIS ROUMY

L'Atelier

La Fédération autonome de l'enseignement (FAE) a poursuivi sa mobilisation hier sur plusieurs lignes de piquetage. La présidente de l'Alliance des professeures et professeurs de Montréal (APPM), Catherine Beauvais Saint-Pierre, était présente à celle de l'école secondaire La Voie, dans le quartier de Côte-des-Neiges.

La Voie est une école qui représente « parfaitement la réalité des profs à Montréal », selon la présidente de l'APPM : « Les classes sont remplies, et beaucoup d'élèves sont passés par des classes d'accueil et ont appris le français. » L'école, d'une capacité de 800 élèves, en a plus de 1000, rapporte Touraya Ait, enseignante en anglais à cette école depuis 23 ans.

La dernière chance

« C'est la dernière chance. Les profs nous disent qu'ils attendent de voir les résultats de cette négociation-là pour savoir s'ils restent dans la profession », témoigne la présidente de l'Alliance. « On ne peut pas se permettre que l'école publique descende plus bas, parce qu'elle n'aura pas les moyens de se relever », ajoute-t-elle.

Pas de fonds de grève

La FAE ne disposant pas de fonds de grève, l'ensemble de ses membres est sans salaire depuis le début de la grève, le 23 novembre. Mme Ait explique être prête à vivre « avec des bouts de chandelles » pour le « bien-être des élèves ».

« C'est un cri du cœur, on est en train de se priver de salaire pour améliorer nos conditions de travail », souligne la présidente de l'APPM.

La FAE milite notamment pour davantage de services adaptés aux élèves en difficulté, et un meilleur salaire. « Ce qu'on veut, c'est un meilleur quotidien pour nos enseignants », conclut Catherine Beauvais Saint-Pierre.



L'école Jean-Baptiste-Meilleur est en grève en soutien à la FAE. Bettie Desjardins, L'Atelier

Le féminisme s'invite dans le système de santé

Les femmes se mobilisent contre le projet de loi 15

FLORENCE PROVENCHER

L'Atelier

Les femmes du réseau de la santé se mobilisent en invitant la population à porter le carré mauve pour dénoncer l'attaque contre les femmes que représente, selon elles, le projet de loi 15, projet qui vise à améliorer l'efficacité du système. Le mouvement s'est amorcé hier.

« 80% du réseau [de la santé] sont des femmes, indique Luce Melançon, vice-présidente de la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN) pour la région de Lanaudière et membre du comité de coordination d'action politique. Le projet de loi 15 attaque les droits sociaux des femmes et des employées [du réseau de la santé]. »

Selon elle, la privatisation du réseau aura un impact sur les femmes, ces dernières étant généralement plus pauvres et recevant des salaires plus bas que la moyenne. « Le projet de loi 15 vient amplifier l'écart [entre les hommes et les femmes] », dénonce-t-elle.

D'ailleurs, d'après l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques, en 2022, les femmes ont gagné 90% du salaire des hommes au Québec. Cela signifie que ces femmes travaillent donc « gratuitement » depuis le samedi 25 novembre jusqu'à la fin de l'année.

Les femmes seront également les premières à écopier de la centralisation prévue par le projet de loi, d'après Mme Melançon, puisqu'il n'y aura, par exemple, qu'un seul conseil d'administration, qui ne sera en outre même pas constitué de personnel médical, mais plutôt d'avocats, de comptables et de gens d'affaires.

« Où est notre démocratie? »

Mme Melançon explique qu'il n'y a pas eu de rencontres, ni d'échanges entre le gouvernement et les femmes du réseau à propos



Les femmes du réseau de la santé lancent un mouvement féministe contre le projet de loi 15 en invitant la population à porter un carré mauve. Bettie Desjardins, L'Atelier

de ce projet de loi qui vise à rendre le système de santé plus efficace : « Ça n'a pas de bon sens qu'on se laisse faire et qu'on n'ait pas le droit à cette démocratie », s'insurge-t-elle.

Selon Judith Huot, première vice-présidente de la FSSS-CSN et instigatrice du mouvement, les femmes concernées n'ont pas été consultées : « On a déposé des mémoires et cela a duré en moyenne 10 minutes par mémoire. »

Mme Melançon déplore le fait que le gouvernement et son projet de loi manquent de clarté. « Où est notre démocratie? », se demande-t-elle.

Elle ajoute qu'elle a l'impression que le projet de loi 15 fait régresser les droits des femmes : « Nous, les femmes, on a déjà de la difficulté à se faire entendre. [...] Ça ne prend pas grand-chose [pour perdre des droits] et, avec ce projet de loi, on vient d'en perdre une partie. »

Par exemple, comme l'explique

Mme Huot, les sages-femmes seront désormais supervisées par un comité de médecins, majoritairement constitué d'hommes, alors qu'avant, elles étaient autonomes professionnellement.

« C'est encore le contrôle des médecins sur le corps des femmes »,

« Le projet de loi 15 vient amplifier l'écart [entre les hommes et les femmes] » - Luce Melançon

déclare-t-elle.

Mouvement féministe

Selon Mme Huot, « ce mouvement n'est pas syndical ni politique. C'est un mouvement féministe qui va durer contre ce projet de loi ».

Mme Melançon est également d'avis que les droits des femmes

doivent arrêter d'être bafoués. « Le gouvernement dit qu'il veut rendre le système de la santé plus performant, mais on ne peut pas rendre performant quelque chose qui est déjà déficient », commente-t-elle.

Les instigatrices du mouvement choisiront prochainement son nom officiel et elles comptent créer une page Facebook pour le promouvoir.

Elles invitent également la population à se fabriquer des carrés mauves et à les porter, ce qui enverrait comme message que « les femmes vont se lever », selon Mme Melançon.

Des manifestations seront aussi organisées contre le projet de loi 15 le jeudi 30 novembre.

Ce « mardi d'action politique » est une initiative de la FSSS-CSN et de la Confédération des syndicats nationaux.

La Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec sera d'ailleurs à nouveau en grève du 11 au 14 décembre.

Sept nouvelles journées de grève annoncées au Front commun

MAYLIS ROUMY

L'Atelier

Le Front commun a annoncé la prolongation de la grève avec sept journées supplémentaires de mobilisation, lors d'un point de presse hier. Prévues du 8 au 14 décembre, ces nouvelles journées pourraient en faire « la plus longue [grève] du secteur public depuis cinquante ans », selon les syndicats représentés par François Ernault (CSQ), Éric Gingras (CSQ), Mélanie Gougeon (FTQ) et Robert Comeau (APTS).

« Les attentes sont élevées sur le salaire et sur les conditions de travail », a rappelé le porte-parole de la CSQ, Éric Gingras.

Grève illimitée

Les 420 000 membres en grève, réunissant les secteurs de la santé et des services sociaux, de l'éducation et des cégeps, sont toujours dans l'attente d'une négociation avec le gouvernement. Un conciliateur a été nommé la semaine dernière, mais sans grande avancée.

Une grève générale illimitée pourrait avoir lieu si aucune né-

gociation ne voit le jour d'ici le 31 décembre, 95 % des membres du Front commun étant favorables au déclenchement de celle-ci. Ce serait le dernier moyen envisagé pour « mettre la pression », rapporte M. Gingras. Les syndicats espèrent toutefois parvenir à un accord avant les fêtes. Un nouveau bilan est prévu les 18 et 19 décembre.

Magali Picard de retour

La présidente de la FTQ, Magali Picard, est partie lundi à Dubaï assister à une conférence environ-

nementale de la COP, une décision contestée par plusieurs membres du Front commun. Son absence « n'enlève rien » à la situation en cours, a justifié Mme Gougeon hier matin. « Elle est en contact constant avec l'équipe de négociation. Pas plus tard qu'hier, à l'atterrissage, j'étais en textos avec elle, par appel. Donc elle suit le dossier d'où elle est », a-t-elle ajouté. Finalement, elle sera de retour aujourd'hui, et non pas lundi, comme c'était initialement prévu, a annoncé le syndicat hier après-midi.

L'ADEESE toujours en grève générale illimitée

OLIVIER GUILLET
L'Atelier

Les membres de l'association des étudiantes et étudiants de la faculté des sciences de l'éducation de l'UQAM (ADEESE) ont voté mardi pour que la grève générale illimitée (GGI) se poursuive. Cette GGI a pour but d'appuyer la Fédération autonome de l'enseignement (FAE).

« C'est la moindre des choses que l'on se mobilise. On parle ici de nos futures conditions de travail, affirme le responsable des affaires universitaires de l'ADEESE, Félix Daoust. Il veut rassurer la communauté uqamienne en précisant que la quasi-totalité des membres de l'ADEESE » ne se tourne pas les pouces « . » Nous mobilisons beaucoup de personnes et nous aidons les membres de la FAE sur les piquets de grève. »

Initiatives parents-étudiants

L'ADEESE va plus loin que manifester dans les rues. L'association étudiante vient en aide au Comité de soutien aux parents étudiants. « La Halte-Garderie est pleine, mais on a besoin d'elle plus que jamais. C'est pourquoi on ouvre des garderies dans les classes pour que tout le monde ait la chance de participer à cette mobilisation historique ! », explique avec fierté M. Daoust. Il ajoute que cette initiative n'est pas seulement pour les parents étudiants, mais aussi pour les membres de la FAE qui pourront laisser leurs enfants à l'UQAM. Cette surveillance se fera sous la supervision des membres de l'ADEESE lors des journées de grève.

Une assemblée générale est prévue le vendredi 8 décembre 2023 pour discuter et voter, entre autres, de la poursuite de la grève générale illimitée. Actuellement, tous les cours réguliers, en ligne comme en présentiel, la remise des travaux et les examens sont touchés par la grève.



L'ADEESE est en grève depuis le 21 novembre. Lyna Basta, L'Atelier

Semaine du mieux-être avec Léa Stréliski

OLIVIER GUILLET
L'Atelier

L'humoriste et auteure Léa Stréliski a donné mardi une conférence intitulée « Pourquoi tout le monde court ? » dans le cadre de la semaine du mieux-être à l'Université du Québec à Montréal. « Si on ne se développe pas à la course et en compétition avec les autres, alors comment se développe-t-on ? » constitue l'essence de la conférence.

Mme Stréliski a commencé

sa conférence en lisant la tirade des « Non, merci ! » de Cyrano de Bergerac. L'essence même de sa conférence repose sur cet extrait : « Sois satisfait des fleurs, des fruits, même des feuilles, si c'est dans ton jardin à toi que tu les cueilles ! » Elle explique que « le plus important est de développer ce qui est à l'intérieur de nous. Se mettre de la pression pour atteindre des objectifs qui ne nous représentent pas nous empêche de nous questionner sur ce qui nous habite vraiment ».

Des difficultés à surpasser

En 2017, avec trois enfants à la maison, Mme Stréliski s'est lancée en humour. C'est une fois diplômée de l'École nationale de l'humour que la mère rencontre des difficultés. « J'ai signé pour une agence d'artistes qui avait pour seul but le succès », raconte-t-elle. « J'ai accepté que je ne pouvais plus suivre le rythme de vie que je m'étais imposé ! » Mme Stréliski n'a toutefois pas abandonné sa passion : « Les blagues sont revenues [...] généralement quand une

passion t'habite, ça te rattrape. La différence, c'est que je sais maintenant ce que je ne veux pas. »

Une étudiante en design lui a demandé comment elle pouvait faire carrière dans ce domaine qui est beaucoup trop compétitif selon elle. L'humoriste a conclu en lui répondant : « Il faut que tu te concentres par-dessus tout sur le positif. [Il faut que] le processus de création surpasse la pression de rendre des résultats. » Mme Stréliski met l'accent sur le fait de s'amuser dans sa passion.



Les étudiants de l'AFEA ont tranché mardi après-midi, forçant Émilie Lorrain-Bélanger à quitter ses fonctions de coordonnatrice aux affaires académiques de l'organisation. William Gemme, L'Atelier

L'AFEA démet de ses fonctions la coordonnatrice

GRÉGORY HAMEL
L'Atelier

La coordonnatrice aux affaires académiques de l'association facultaire étudiante des arts (AFEA), Émilie Lorrain-Bélanger, a été destituée de ses fonctions à l'Assemblée générale de l'association mardi.

La destitution de Mme Lorrain-Bélanger a été votée par une majorité des membres présents. Vingt-six des quarante-deux personnes présentes se sont prononcées en faveur du renvoi de la coordonnatrice.

Une décision tranchante

Selon les reproches adres-

sés lors de l'Assemblée, les raisons principales qui ont mené à sa destitution furent l'attitude et le comportement toxique de Mme Lorrain-Bélanger. Son manque « flagrant » de communication avec ses pairs, sa condescendance et son incapacité à faire face au leadership d'autrui ont aussi été mentionnés.

« Je ne sais jamais sur quoi elle travaille. Elle ne m'en parle pas, elle ne nous en parle pas. C'est donc difficile d'évaluer sa productivité. Si on la questionne par rapport à cela, elle nous accuse de ne pas nous mêler de nos affaires », explique un autre étudiant sur place. Émilie Lorrain-Bélanger a tout de même envoyé un message vo-

cal sur les réseaux sociaux à un membre qui était sur place, en suppliant de reporter la date du vote afin qu'elle puisse se défendre en personne.

Briller par son absence

La proposition d'une destitution est arrivée à la suite de problèmes liés aux ennuis de santé actuels de Mme Lorrain-Bélanger. Elle était absente à l'assemblée générale mardi, puisqu'elle est atteinte d'un virus lié à la COVID-19, aggravé par des complications médicales.

Certains membres présents jugeaient que prendre une décision de cette ampleur sans l'individu en question était de mauvaise foi,

tandis que d'autres réclamaient la démocratie. Mme Lorrain-Bélanger a été critiquée par plusieurs étudiants, notamment à cause de son absence.

« Je m'attendais, en venant ici aujourd'hui, à pouvoir débattre avec Émilie. De voir qu'elle n'a pas jugé important de nous avertir qu'elle serait absente, en tenant compte du contexte, est spécial. Ça ne fait pas sérieux », a dit un étudiant présent à la réunion.

Malgré son renvoi, elle se verra octroyer une bourse d'implication à l'hiver 2024. Cette bourse d'une valeur de 1500 \$ est offerte chaque session à la personne qui occupe le poste à la coordination de l'AFEA.

ACTES ANTISÉMITES

Le Bloc veut éliminer toute exemption

ARIANE FOURNIER

L'Atelier
À Ottawa

Le chef du Bloc québécois, Yves-François Blanchet, souhaite voir disparaître une règle du Code criminel canadien qui permet la tenue de discours haineux s'ils sont basés sur des textes religieux.

M. Blanchet a déposé mardi le projet de loi C-367, qui vise à éliminer les exemptions religieuses et à condamner tous les « gestes essentiellement antisémites », comme ceux survenus à Montréal lors des dernières semaines.

Un « trou » dans la loi

Le bloquiste fait référence à l'article 319 du Code criminel, qui stipule qu'une personne ne peut être accusée d'avoir fomenté la haine si elle a exprimé « une opinion sur un sujet religieux ou une opinion fondée sur un texte religieux auquel elle croit ».

« Il y a un paravent religieux qui donne une passe gratuite si tu veux inciter les gens à la violence », a-t-il déclaré en mêlée de presse, « mais le propos haineux ne devrait être autorisé à l'encontre de personne ». M. Blanchet a donné l'exemple d'Adil Charkaoui, un imam qui proposait à une foule d'exterminer les « ennemis du peuple de Gaza » lors d'une manifestation à Montréal en octobre dernier.

Favoriser l'harmonie

« Je suis convaincu qu'au regard de la réalité actuelle, tous les partis de la Chambre des communes vont considérer notre loi avec le plus grand sérieux », a déclaré M. Blanchet.

Le chef de parti espère que cette loi permettra de réduire les actes de violence, que le conflit entre Israël et le Hamas a rendus « plus évidents », dans toutes les communautés du Québec et du Canada.



Les manifestants souhaitent que la ministre France-Élaine Duranceau les entende. Alice Fournier, L'Atelier

Le projet de loi 31 continue d'indigner

La ministre Duranceau ne cède pas

ALICE FOURNIER

L'Atelier
À Québec

La ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, France-Élaine Duranceau, se montre optimiste quant à l'avancée du projet de loi 31. Un sentiment que l'opposition et les syndicats ne partagent pas.

« Cela a été fait tout croche sur le plan démocratique », a lâché le chef du Parti québécois, Paul St-Pierre Plamondon, en réaction aux amendements du projet de loi 31 lors d'un point de presse à Québec mardi matin. « C'est probablement l'un des pires projets de loi que j'ai eu la chance de voir », a-t-il repris.

Les manifestants présents durant l'allocution de Mme Duranceau ont eux aussi exprimé leur mécontentement. « Le projet de

loi 31 est une attaque frontale aux locataires », ont-ils scandé. Selon eux, la ministre n'a pas saisi l'occasion de changer les choses pour

« On continue aujourd'hui l'étude du plan détaillé de projet de loi »

- Mme Duranceau

sortir de la crise du logement.

Une vision opposée

Mme Duranceau a prononcé une allocution mardi matin à l'occasion du 16^e Rendez-vous de l'habitation de Québec pour souligner « l'agilité qui se développe » dans la création de nouveaux logements

dans la province.

Elle a également souligné les avancées du projet de loi 31 concernant des dispositions en matière d'habitation, comme la fin de la cession de bail dont l'article a été adopté dans la même journée.

Selon elle, les délais de livraison des logements allaient continuer d'être le « nerf de guerre » de sa politique. Les partenariats, notamment avec le secteur privé, seraient la clé pour la réussite de la construction de nouveaux logements et la rénovation pérenne des parcs HLM au Québec.

« On a écouté tout le monde en commission parlementaire [...]. Maintenant, dans notre société, il y a des opinions qui peuvent être divergentes, alors on continue aujourd'hui l'étude détaillée du projet de loi », a-t-elle confié en entrevue après son discours.

La CAQ pointée du doigt

ALICE FOURNIER

L'Atelier
À Québec

À l'heure où le gouvernement Legault creuse un fossé entre lui et le secteur public, les négociations attendues avec la présidente du Conseil du trésor, Sonia LeBel, sont toujours au point mort.

« Est-ce la femme de la situation ? », a demandé la porte-parole de l'opposition officielle en matière d'administration gouvernementale et pour le Conseil du trésor, Marwah Rizqy, mardi en point de presse à Québec. Sa question survient alors que Mme LeBel n'a signé avec aucun des dix groupes du secteur public pour des ententes concernant leurs revendications.

Les grèves se succèdent, et aucune solution pérenne n'a encore été trouvée par le gouvernement caquiste. Les procureurs aux poursuites criminelles et pénales ont eux aussi exprimé leur indignation face à l'ingérence des négociations en déposant un recours judiciaire contre le gouvernement.

Mme LeBel exprime au contraire son contentement face à la situation et n'a pas réagi aux propos de Mme Rizqy. La présidente du Conseil du trésor avance avoir déjà trouvé des ententes « historiques » avec les syndicats auparavant en 2020. Au moment même où elle tenait ces propos, la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) a annoncé qu'elle serait en grève du 11 au 14 décembre. Le Front commun va entamer quant à lui une nouvelle séquence de grève du 8 au 14 décembre.

La sourde oreille

Pour Marwah Rizqy, remettre en question la position de Mme LeBel à la table des négociations est incontestable. « C'est une responsabilité partagée de négocier, ça se fait à deux », affirme-t-elle. Les syndicats se sentent délaissés et souhaitent laisser entendre leur colère dans les rues du Québec pour une période qui risque de s'étaler jusqu'aux fêtes.

Alors que le secteur public attend des réponses à ses revendications, notamment la question salariale, le gouvernement axe ses efforts vers différents travaux. Le projet de loi 15 du ministre de la Santé, Christian Dubé, visant à créer une plateforme de santé unique a été accusé par Québec solidaire d'être « bancal » la semaine dernière.

Une étude précipitée

Selon le porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière d'immigration, de francisation et d'intégration, M. Guillaume Cliche-Rivard, il resterait près de 600 articles à étudier d'ici la fin des travaux parlementaires en décembre. « Il y a des groupes [...] qui envoient des lettres au ministre, et ces lettres restent mortes, il n'y a pas de réponses », déplore-t-il. Un schéma similaire se présente pour le projet de loi 31 concernant le secteur de l'habitation.

De nouvelles mesures pour le bien-être familial et l'accès aux soins

Les avantages sociaux sont au cœur des propositions de Chrystia Freeland

ARIANE FOURNIER

L'Atelier
À Ottawa

Le gouvernement canadien s'engage à créer un nouveau congé pour les femmes ayant vécu une fausse couche, à élargir l'accès à l'assurance-emploi pour les parents adoptifs et à éliminer la TPS pour les consultations en psychothérapie.

C'est ce qu'a annoncé la ministre des Finances, Chrystia Freeland,

mardi, lorsqu'elle a déposé une motion de voies et moyens qui intègre des propositions de modifications législatives visant à mettre en œuvre les principales mesures de l'énoncé économique présenté la semaine dernière.

La ministre aspire à mettre en œuvre ces nouvelles mesures pour les travailleurs et travailleuses sous réglementation fédérale afin que chaque famille, « quelle que soit la façon dont elle a été fondée », puisse prendre le temps

de tisser des liens, et que chaque femme enceinte ait « le temps de se remettre de la perte douloureuse d'une grossesse ».

Du répit pour les Canadiens

Une modification à la Loi sur la concurrence est également prévue. « Plus de concurrence, ça se traduit par plus d'options pour les consommateurs, ce qui favorise, bien évidemment, de meilleurs prix », a déclaré le ministre de l'Industrie,

François-Philippe Champagne.

Le projet de loi d'exécution de l'énoncé économique, qui vise à « aider les Canadiens à recevoir le soutien et les soins de santé dont ils et elles ont besoin » sera présenté de manière officielle à la Chambre des communes mercredi. Cette annonce vient dans un contexte où l'augmentation du coût de la vie a des effets « sans précédent » sur « l'épargne nette des ménages les plus vulnérables », a tenu à souligner la ministre.



Limosa a fait la démonstration d'un modèle réduit du futur aéronef dans le hangar d'Airmedic à l'aéroport de Saint-Hubert. Megan Foy, L'Atelier

Airmedic vise l'électrique

L'entreprise aura son avion-ambulance électrique en 2028

MEGAN FOY
L'Atelier

Le premier aéronef électrique destiné au transport médical au Canada prendra son envol chez Airmedic d'ici cinq ans, grâce à un partenariat avec Limosa, entreprise montréalaise pionnière en aérospatiale.

L'avion-ambulance, baptisé LimoMédic, pourra décoller et atterrir à la verticale en plus de se déplacer à l'horizontale. Limosa a présenté mardi un prototype de l'appareil en version miniature. L'entreprise a également fait la démonstration d'un décollage dans le hangar du siège social d'Airmedic, à l'aéroport de Saint-Hubert.

« [Airmedic] exploite actuellement des hélicoptères et des aéronefs à voilure fixe, tandis que notre aéronef combine le meilleur

des deux mondes », explique Hamid Hamidi, président-directeur général de Limosa.

D'après M. Hamidi, l'aéronef exceptionnellement silencieux propose aussi une cabine très spacieuse, un atout majeur face aux concurrents. Pouvant contenir jusqu'à sept passagers, l'aéronef électrique à décollage et atterrissage vertical peut accueillir deux patients sur civière.

Zéro émission

Sophie Larochelle, cheffe de la direction d'Airmedic, estime que l'électrification du transport médical aérien constitue une avancée révolutionnaire en environnement.

« Nous sommes particulièrement sensibles à notre empreinte écologique, nous croyons à l'innovation des appareils aériens à zéro émission », ajoute-t-elle.

La mairesse de Longueuil, Catherine Fournier, était également

« C'est un marché de niche pour Limosa » - Hamid Hamidi, président-directeur général

sur place pour assister à la démonstration d'un vol du prototype de l'aéronef. « L'annonce d'aujourd'hui prouve une fois de plus que la décarbonation de l'aviation commence à Longueuil avec des joueurs comme Airmedic et Limosa », a-t-elle souligné avec fierté.

Des défis

Pour que la promesse d'achat soit

conclue, l'appareil doit être soumis à plusieurs tests. Airmedic doit vérifier qu'il puisse voler sur de longues distances, et dans des conditions hivernales qui ne sont pas toujours optimales, puisque l'entreprise dessert l'ensemble du territoire québécois.

Limosa développe aussi une version hybride de l'appareil, qui bénéficiera d'une autonomie plus « fiable ». Le PDG a confirmé qu'une usine de fabrication serait construite non loin de l'aéroport, à Longueuil.

« C'est un marché de niche pour Limosa », a affirmé M. Hamidi à de maintes reprises pendant la conférence de presse.

Airmedic, tout juste acquise par l'entreprise Dessercom, doit annoncer l'emplacement d'un nouveau point de service pour desservir plus de communautés éloignées.

CHRONIQUE

Culpabilité écologique

MAYLIS ROUMY

Un savon solide ou en bouteille ? Des œufs de poule élevés en plein air ou une boîte de douze à cinq dollars ? Ce vieux chandail de Renaissance ou la dernière collection H&M ? Mes journées sont peuplées de questions de ce genre, mêlant culpabilité et remise en question. Depuis que je suis en âge de prendre des décisions pour (et par) moi-même, j'ai la sensation que le poids du monde repose sur mes épaules.

On est « cette » génération. Celle qui sait que le réchauffement de la planète atteindra 1,5 °C dès le début des années 2030, celle au courant de la fonte des glaces entraînant la hausse du niveau des océans. Comment est-on censé vivre avec la pression d'avoir le destin de l'humanité entre les mains ? Je vous le demande.

Un malaise...

Anne-Sophie Gousse-Lessard, professeure à l'UQAM spécialisée en écoanxiété, définit le phénomène comme « un état de malaise psychologique et parfois physique de degré variable, caractérisé par l'appréhension d'une menace plus ou moins éloignée dans le futur et significativement associée à la catastrophe écologique, elle-même perçue comme incertaine, difficilement prévisible et peu contrôlable ». Une définition longue pour un sentiment inconfortable, partagé par de nombreux jeunes.

Une étude réalisée dans dix pays auprès de 10 000 jeunes révèle que 57 % d'entre eux ressentent de la peur, de la colère (52 %) ou de la culpabilité (48 %) vis-à-vis des changements climatiques. L'organisme Anxiety Canada rapporte quant à lui que « 40 % des personnes interrogées de la génération Z ont déclaré que les craintes concernant l'avenir les ont rendus réticents à avoir des enfants un jour ». Je les comprends. À quoi bon faire des enfants si on les condamne à devoir se dévouer à l'inaction climatique des générations précédentes ?

... qui pousserait à l'action

Ce sentiment est bénéfique et appellerait à l'action, comme le relève la biologiste et océanographe Sylvia Earle : « c'est un signe [...] nous exhortant à assumer la responsabilité de nos actions et à travailler à un avenir plus durable ». Une opinion partagée par l'Institut national de santé publique du Québec qui a intitulé l'une de ses journées thématiques « Écoanxiété : un enjeu de santé mentale et une étincelle possible pour la transition socioécologique » à l'occasion des Journées annuelles de santé publique qui ont lieu en ce moment à Québec. Cette culpabilité serait l'effet recherché. Il faut voir le verre à moitié plein... Au moins, je suis végétarienne depuis ce documentaire sur les abattages, diffusé lors d'un cours d'arts plastiques. L'étincelle n'est pas si loin.

Le Panama dit non à la mine canadienne

OLEKSII PIVTORAK
L'Atelier

La Cour suprême du Panama a jugé mardi que l'attribution d'une concession de 20 ans à une mine de cuivre canadienne était illégale. Les biologistes et les manifestants dénoncent le fait que les activités minières endommagent une zone côtière boisée et menaceraient l'approvisionnement en eau. La décision du juge a réjoui les manifestants et les écologistes qui se trouvaient en dehors du tribunal.

« C'est ce que nous attendions », a affirmé la manifestante Raisa Banfield qui a qualifié son attente d'angoissante. L'enjeu de la concession de la mine à ciel ouvert a provoqué les plus importantes manifestations au Panama depuis des décennies. Les manifestants ont bloqué des tronçons de l'autoroute panaméricaine et ils ont même bloqué la centrale électrique de la mine. Certains manifestants ont également attaqué le bateau transportant le charbon, et ont bloqué le port de la filiale locale de la mine, a

signalé la police navale.

Employeur canadien

« Nous tenons à affirmer notre engagement inébranlable à respecter la réglementation dans tous les aspects de nos activités dans le pays », a déclaré la société vancouveroise First Quantum Minerals. La décision de la Cour suprême a été le dernier recours pour les manifestants, car le gouvernement du Panama avait intérêt à garder le contrat. La société de mines et de métaux emploie

des milliers des personnes et sa production représente 3 % du PIB du Panama. L'an dernier, la mine avait été temporairement fermée à la suite d'un échec des négociations entre le gouvernement panaméen et First Quantum Minerals, au sujet de paiements exigés par le gouvernement. Néanmoins, depuis le 20 octobre, la mine canadienne avait conclu un contrat de 20 ans lui permettant de prolonger son exploitation des ressources naturelles du Panama.

Avec La Presse canadienne

MONTRÉAL

La Ville inclut les jeunes

LAURIE ST-GEORGES
L'Atelier

La Ville de Montréal a misé sur l'accessibilité lors de la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise mardi soir. Seulement sept citoyens étaient présents afin d'adopter les dix recommandations en commissions permanentes.

Dix recommandations pour inclure les jeunes

Dans les recommandations adoptées, l'amélioration des communications jeunesse de la Ville (réseaux sociaux, organismes, section jeunesse sur le site Web de la Ville, etc.) est mentionnée, comme la publicité des services et des opportunités de la Ville auprès des jeunes. La présidente de la commission, Maeva Vilain, admet que « les jeunes ne savaient pas qu'ils avaient accès à certains services ». La sixième recommandation veut que la Ville adapte l'offre des services en sport, en culture et en loisirs, favorisant la pratique libre l'été comme l'hiver. La présidente précise « qu'avec les installations déjà en place, nous pouvons bonifier les services pour rentrer dans le budget ».

Mobilisation des jeunes

Plusieurs rencontres ont été faites avec les membres des instances jeunesse de Montréal (Conseil jeunesse de Montréal, Conseils jeunesse d'arrondissement, Forum jeunesse de l'Île de Montréal) afin d'impliquer les jeunes dans les prises de décisions et de les inciter à s'impliquer en tant que citoyens.

Mme Vilain dit vouloir « sortir du cadre formel pour atteindre l'objectif ». Malgré le faible nombre de jeunes lors de l'assemblée, Melissa Ben Meddour, vice-présidente du Conseil jeunesse de Montréal, est confiante pour l'avenir des jeunes au sein de la ville: « Tout cet exercice-là, l'accessibilité aux services, le processus démocratique, c'est très valorisant pour les jeunes. »

Problème de budget

L'une des questions qui préoccupaient certains citoyens était celle du budget. Une citoyenne désirant garder l'anonymat s'est dite « déçue dans son arrondissement. La mobilisation est difficile, et aucune [de ses] recommandations n'a été retenue ».

Mme Vilain répond que la Ville est victime de son propre succès, car grâce aux séances d'information et au bouche-à-oreille, de plus en plus de projets sont déposés.

Les commissaires expliquent que le budget est limité et ne peut répondre à toutes les attentes. Après l'adoption unanime des recommandations, celles-ci seront déposées au conseil municipal et au conseil exécutif. La Ville se dit enthousiaste à l'idée de se fixer des objectifs.

La 2^e édition des Murs de la gentillesse est un succès

ALEXANE TAILLON-THIFFEAULT
L'Atelier

Près de 17 000 \$ en cartes-cadeaux Renaissance et 2519 manteaux ont été récoltés dans le cadre des Murs de la gentillesse, qui étaient de retour pour une deuxième année. En association avec l'Accueil Bonneau et Itinérance Zéro, le projet a été lancé par Renaissance l'an dernier.

Avec quatre localisations à Montréal et une à Gatineau, Renaissance a récolté plus du double des manteaux qui avaient été reçus l'an dernier.

Tout le monde était invité à accrocher aux murs, qui ont été installés du 13 au 26 novembre, des manteaux dont ils ne se servent plus. Cela a permis à des personnes dans la rue de pouvoir se « servir ».

« Quand on est en situation d'itinérance, on ne se promène pas avec nos bagages puis nos vêtements pour les différentes saisons. Chaque année, si on est dans la rue, il faut trouver un manteau quelque part, donc le moment choisi est excellent », souligne Fiona Crossling, directrice générale de l'Accueil Bonneau.

De nombreux problèmes

La crise du logement est un grand problème à Montréal. Pour l'Accueil Bonneau, qui a pour but d'aider à loger des personnes en situation d'itinérance, la tâche est plus intense.

« Quand les gens perdent leur logement, ça veut dire qu'il y a



Une partie des manteaux récoltés est accrochée sur des portants à l'Accueil Bonneau pour que chaque personne puisse en choisir un. Bettie Desjardins, L'Atelier

de plus en plus de personnes qui tombent dans la rue. Nous avons donc un de nos programmes qui travaille beaucoup sur la prévention », explique Mme Crossling. « C'est une crise sociétale et, ce que ça prend, c'est de l'investissement dans le logement », ajoute-t-elle.

L'inflation est aussi un facteur important, alors qu'il y a « de plus en plus de gens qui n'arrivent pas à subvenir à leurs besoins de base », selon la directrice de communication et marketing chez Re-

naissance, Marie-Claude Masson.

Les deux femmes soutiennent aussi que l'arrivée du temps froid est un défi supplémentaire pour la population itinérante. Il est plus difficile pour les sans-abri de rester dehors, alors les logements sont beaucoup plus demandés.

Une action concrète

« On va pouvoir desservir les gens, qui viennent en grand nombre pour avoir un manteau d'hiver. [...] Et ça, c'est vraiment incroyable. Les cartes-cadeaux

vont permettre d'acheter les autres vêtements dont les gens ont besoin, pas juste des manteaux », dit Mme Crossling.

Mme Masson compte sur la générosité de tous afin d'aider les personnes dans le besoin. « On ne le fait pas pour nous. On se sert de la générosité de nos donateurs pour aider d'autres organismes. Avec le temps des Fêtes, les gens dépensent pour des choses dont ils n'ont pas besoin. Aidons ceux qui en ont vraiment besoin », conclut-elle.

La générosité féminine en action

WILLIAM GEMME
FLORENCE CHAMPAGNE-HAMEL
L'Atelier

Environ 86 000 organismes de bienfaisance canadiens ne pourraient pas fonctionner sans les dons faits par les femmes. Une étude révèle que les femmes jouent un rôle essentiel au sein du secteur caritatif.

Le récent rapport intitulé *Confiance et transformation : les femmes canadiennes et la philanthropie*, publié par la Gestion de patrimoine TD, met en lumière la contribution capitale et grandissante des femmes dans le domaine charitable au Canada.

Depuis 2011, les dons faits par les femmes auraient presque triplé, passant en effet de 1,5 milliard à 4,3 milliards au cours de cette période.

L'importance des liens

Les femmes accorderaient une grande importance aux liens de confiance qu'elles entretiennent avec les organismes de charité.

Certaines d'entre elles feraient même du bénévolat pour bâtir une relation durable avec l'organisme.

Les donatrices sont souvent motivées par leurs expériences familiales, leurs problèmes sociaux et l'influence de leurs proches. Les principales causes soutenues par les femmes sont la recherche en

« Je donne à la société d'Alzheimer puisque mon père en souffre et je sais qu'il pourra en bénéficier » - Mélanie Thiffault

santé mentale, l'étude de traitements médicaux et la lutte contre les changements climatiques.

Mélanie Thiffault, une mère de 46 ans, donne depuis une dizaine d'années à différents organismes de charité.

Les causes qu'elle choisit sont des causes qui la touchent per-

sonnellement. Son contexte familial fait en sorte qu'elle est plus sensible à certaines causes. « Je donne à la société d'Alzheimer puisque mon père en souffre et je sais qu'il pourra en bénéficier », raconte-t-elle.

La confiance en l'organisme est une priorité pour Mme Thiffault, et c'est pour cela qu'elle choisit des organismes connus.

Des différences générationnelles

Le rapport affirme que les donatrices plus jeunes ont tendance à se tourner vers des causes émergentes pour améliorer les inégalités de l'avenir.

Les donatrices plus âgées, elles, continuent de faire des dons aux organismes selon leurs traditions familiales.

La croissance de la contribution caritative des femmes demeure prometteuse. Le rapport prévoit que celles-ci déclareront en don un total d'environ 5,9 milliards dans leurs déclarations de revenus en 2030.

Le PQ prêt à dialoguer

ALICE FOURNIER
L'Atelier

L'élection de la nouvelle porte-parole de Québec solidaire, Émilise Lessard-Therrien, dimanche, a incité d'autres partis d'opposition à aborder leurs travaux d'une manière plus transparente. Le chef du Parti québécois, Paul St-Pierre Plamondon, a tout de même affirmé qu'une collaboration n'était pas envisageable sur le plan électoral, mais que la nomination de Mme Lessard-Therrien « ouvrait la possibilité de collaborations sur des points ponctuels ».

Il cite comme exemple la décentralisation dans les régions, la santé des médias régionaux, l'indépendance et la lutte contre les géants du Web. Il salue la manière dont la nouvelle porte-parole solidaire ne se positionne pas dans une politique négative envers les autres partis. Selon lui, le sujet prioritaire qui nécessiterait une réflexion collective est celui de la crise sans précédent que traversent les médias.

La stabilité économique au centre des habitudes de consommation

LYNA BASTA
L'Atelier

Lorsqu'il est question d'habitudes de consommation, les préférences de la génération des baby-boomers reflètent souvent leur stabilité financière plus prononcée. La génération Z, quant à elle, doit s'adapter à un environnement économique de plus en plus précaire.

« On adopte une approche plus prudente en matière de dépenses, souligne Joël Beauchamp, mécanicien automobile, né en 1964. Pour les gens de ma génération, c'est important de privilégier l'achat de choses qui durent et qui prennent de la valeur avec le temps, comme une maison. »

Le père de famille explique que ces investissements importants sont perçus par les membres de sa génération comme des symboles de réussite.

« Et on y parvenait parfois à un assez jeune âge. J'ai acheté ma première maison avant l'âge de 30 ans », ajoute-t-il.

Une entrée sur le marché du travail ralentie

La génération des baby-boomers est surtout marquée par la stabilité économique d'après-guerre.

Nés entre 1946 et 1964, ils ont bénéficié d'un parcours financier stable avec des perspectives d'emploi solides et des régimes de retraite accessibles.

« À l'époque, dans les années 1980, un métier comme le mien, tu pouvais l'apprendre en travaillant, mentionne Joël, qui a travaillé comme mécanicien pendant presque 40 ans. Tu cognais à des portes pour du travail et on prenait le temps de te former à la job. »

Joël Beauchamp déplore que cette situation ne soit plus la norme pour les jeunes Québécois d'aujourd'hui.

« Il faut se spécialiser, il faut des formations professionnelles, des certificats, des diplômes. C'est plus vraiment possible d'embarquer aujourd'hui sur le marché du travail sans tout ça », dit-il.

Les jeunes adultes d'aujourd'hui entrent donc sur le marché du travail plus tard, surtout lorsqu'ils poursuivent leur éducation dans l'espoir d'obtenir de meilleures occasions de travail.

Une génération qui s'adapte

La génération Z, née entre 1996 et 2010, doit naviguer dans un environnement financier plus dynamique et plus complexe. Les emplois sont notamment de plus en plus précaires, et l'anxiété financière explose auprès des jeunes Québécois.

Selon un article publié par le



La génération Z doit s'adapter face aux difficultés importantes apportées par l'inflation. Freeepik

Pivot Magazine en avril 2023, l'accès à la propriété est également devenu plus difficile, la mise de fonds pour une maison ayant doublé par rapport au revenu familial en comparaison à 1980. Depuis, l'âge moyen des acheteurs d'une première maison, désormais contraints d'épargner plus longtemps, a augmenté de quatre ans.

Peu d'entre eux étant propriétaires, les Québécois dans la vingtaine manifestent alors une préférence marquée pour l'expérience de vie plutôt que pour la possession matérielle.

« Beaucoup de jeunes de mon âge cherchent à économiser pour des voyages ou des concerts, affirme Sophia Assad, étudiante en arts à l'Université Concordia. On

se dit souvent que, pour nous, de toute façon, ça sera difficile, même impossible, d'acheter une maison comme l'ont fait nos parents au-

« Ça sera difficile, [...] d'acheter une maison comme l'ont fait nos parents autour de notre âge »
- Sophia Assad

tour de notre âge. »

Malgré un sentiment de découragement prononcé face à leur avenir économique, les jeunes Québécois adaptent tant bien que mal

leur vie professionnelle et leurs habitudes de consommation au climat financier actuel. Des emplois offrant des conditions de travail plus flexibles ou encore la possibilité de développer des compétences à travers une multitude de postes font partie des nombreuses adaptations qui permettent aux jeunes de garder espoir en leur avenir financier.

« Je pense que beaucoup de jeunes cherchent des manières alternatives de travailler, de construire leur vie. Plusieurs d'entre nous veulent explorer plusieurs types d'emploi, et tracent leur parcours professionnel au fil de leurs expériences sur le marché du travail », conclut l'étudiante de 24 ans.

Le climat sous divers regards

ALEXANE TAILLON-THIFFEAULT
L'Atelier

Les changements climatiques, de plus en plus préoccupants, inquiètent la génération Z, contrairement aux générations précédentes, qui n'étaient pas aussi sensibles à ce problème et attentives à leurs habitudes de vie.

Les changements climatiques n'étaient pas beaucoup abordés durant l'adolescence et durant la vingtaine de l'adjointe administrative Kim Desjardins, âgée de 50 ans : « Je recyclais, mes parents me disaient de fermer les lumières, mais je ne crois pas que le but était environnemental, c'était plutôt par souci d'économie. Par contre, j'ai voulu inculquer des valeurs différentes à mes enfants. »

S'adapter à la réalité

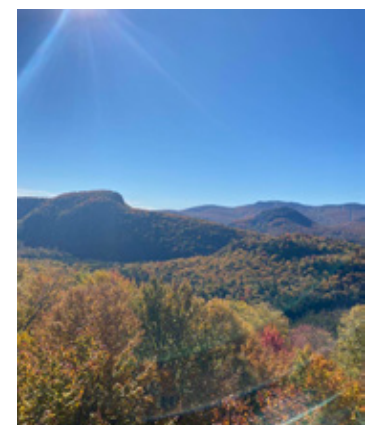
La coordinatrice de projets Élise Touchette, faisant partie de la génération Y, affirme que sa vision de l'environnement a réellement changé dans les dix dernières années. « Avant, les changements climatiques n'étaient pas une crainte pour moi et les personnes de mon entourage, souligne-t-elle. J'ai récemment changé certaines de mes habitudes pour préserver l'environnement. »

Le compostage et l'utilisation d'une voiture électrique font partie des habitudes adoptées par Élise. « J'achète aussi beaucoup de vêtements [d'occasion], puis j'essaie d'éviter la surconsommation le plus possible », dit-elle.

Des craintes plus récentes

Étudiant en administration à HEC Montréal, William Croteau, 20 ans, a plusieurs craintes par rapport à l'environnement : « Ça m'inquiète énormément. On voit ce qui se passe partout, c'est un peu sans arrêt. Si on pense à cet été, on a vu beaucoup d'impacts des changements climatiques avec les feux [de forêt], par exemple. »

Bien qu'il soit sensibilisé à la cause, il croit en avoir appris sur l'environnement, surtout grâce à l'école et aux médias. « Mes parents ne me parlaient pas vraiment de ça [...]. Ils me disaient de recycler sans vraiment m'expliquer l'importance de faire attention à l'environnement », conclut William.



Forêts du mont Tremblant, automne 2023 Alexane Taillon-Thiffault, L'Atelier

Être mère à 20 ans

LAURIE DORÉ
L'Atelier

En 2022, le nombre de naissances dans le groupe d'âge des 20 à 24 ans se situait à 7366. En 1993, ce chiffre se situait à exactement 17 879 naissances. Avoir un enfant à 20 ans aujourd'hui par rapport à il y a 30 ans est très différent sous plusieurs aspects.

Martine Sohet, une femme ayant eu son premier enfant à 24 ans, en 1993, amène de possibles pistes de réponse à propos de cette baisse.

« Nous avons, pour la plupart, la priorité de fonder une famille et de la mettre au premier plan, tandis qu'aujourd'hui, les études, la carrière et s'établir dans le monde du travail sont plus au premier plan que la famille, souligne Martine. Ce qui est excellent pour l'autonomie et l'indépendance des femmes, qui se mettent moins au second plan. »

À l'époque, elle travaillait déjà à temps plein, comme son mari, et ils venaient juste de finir leurs études. Selon la mère de famille, il était courant d'avoir des enfants tout de suite à la sortie de l'école.

« Les sorties avec les amis se sont transformées en souper d'amis à la maison, soirées films et activités familiales puisque nous avons eu nos enfants [dans les mêmes années que notre cercle d'amis] », explique-t-elle.

Selon des données de Statistique Québec, la tranche d'âge ayant le plus de naissances en 2022 est de 30 à 34 ans avec près de 32 000 naissances. Le coût de la vie étant beaucoup plus élevé qu'il ne l'était avant les années 2000, cela n'empêche pas de jeunes femmes comme Sarah-Kim Gagnon d'avoir un bébé à l'âge de 20 ans.

« Mon chum avait hâte d'en avoir un, donc j'ai arrêté [de prendre] la pilule en me disant que ça arriverait quand ça arriverait. [...] J'avais seulement 19 ans et je n'avais pas terminé l'école encore. »

Sarah-Kim et son partenaire travaillent à temps plein, ce qui les aide beaucoup à subvenir aux besoins de leur fille. Bien qu'elle ajoute qu'ils doivent se « serrer un peu la ceinture » en raison des coûts élevés de la garderie à 17 \$ par jour.

Avantages et désavantages

Martine et Sarah-Kim sont d'avis que l'énergie de la jeunesse est un bel atout à avoir pour élever des enfants. Martine admet qu'être la mère d'enfants qui ont atteint l'âge adulte, alors qu'elle est encore en forme et loin de la retraite, lui permet de voyager et de faire plein d'activités avec eux, d'égal à égal.

Les deux femmes affirment que l'insécurité financière et le doute d'être à la hauteur comme parents font partie des désavantages d'avoir des enfants rapidement. Sarah-Kim a par exemple dû quitter des études dans le domaine de ses rêves avec la venue de son bébé trois semaines avant la fin du cégep. Toutefois, elles n'ont aucun regret.



Les réseaux sociaux affectent la santé mentale des jeunes adultes. Pixabay

Les réseaux sociaux au cœur de la santé mentale

FLORENCE PROVENCHER
L'Atelier

Avec l'arrivée des réseaux sociaux, les jeunes adultes d'aujourd'hui sont plus à risque de développer des troubles anxio-dépressifs que ne l'étaient leurs parents au même âge en raison de l'environnement moderne qui change trop rapidement pour leur capacité d'adaptation.

Selon Jonathan Bluteau, professeur en psychoéducation à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), c'est en raison d'une capacité d'adaptation qui est en décalage avec un environnement qui change constamment et à une vitesse sans précédent que les jeunes dans la vingtaine d'aujourd'hui sont plus anxieux.

Autrement dit, du point de vue de la biologie évolutive, les hu-

« Quand on n'a pas cette surstimulation, c'est dur de se retrouver seul avec ses pensées »- Marie-Jade Di Genova

maines se sont habitués pendant des milliers d'années à répondre aux stressors dans « un environnement relativement fixe », mais depuis le début des années 2000, l'environnement bouge excessivement vite.

Les troubles de santé men-

tale chez les jeunes adultes d'aujourd'hui sont donc, à son avis, plus fréquents en raison des réseaux sociaux, mais aussi parce que les connaissances sur la santé mentale ont évolué et les tabous l'entourant ont diminué.

Réseaux sociaux

« Plus tu consommes des réseaux sociaux, plus il y a des risques que tu développes des problèmes de santé mentale », précise le professeur et expert en troubles anxio-dépressifs chez les jeunes.

« Je peux être sur mon cellulaire et, en même temps, mon Netflix est ouvert et un balado joue derrière et j'ai l'impression que ça peut faire de la surstimulation », mentionne Marie-Jade Di Genova, bachelière en psychologie de

l'Université Laval et étudiante à la maîtrise en sexologie clinique à l'UQAM. « Quand on n'a pas cette surstimulation, c'est dur de se retrouver seul avec ses pensées », ajoute-t-elle.

La jeune femme, âgée de 24 ans, est d'avis que la génération de ses parents vivait moins d'anxiété et de dépression, notamment parce que les réseaux sociaux n'existaient pas, mais que cela ne veut pas dire que ces troubles n'étaient pas présents.

M. Bluteau conseille aux jeunes qui font de l'anxiété de ne pas hésiter à s'exposer à des expériences de vie, puisque plus une personne fait face à diverses situations, plus sa capacité d'adaptation s'améliore et moins elle a de risques de développer un trouble anxio-dépressif.

La génération Z débarque au travail

NOÉMIE LAPLANTE
L'Atelier

Grève dans le secteur public, pénurie de main-d'œuvre, hausse du télétravail après la pandémie, les jeunes sont exposés à un milieu de travail bien différent de celui de leurs parents quand ils ont fait leurs débuts sur le marché du travail.

Selon un rapport publié en 2019 par Academos, *La génération Z du Québec et sa vision du milieu de travail*, la génération Z se distingue

des générations précédentes par son intérêt pour l'entrepreneuriat.

Selon Marianne Kempeneers, professeure de sociologie à l'Université de Montréal (UdeM), les jeunes sont attirés par l'entrepreneuriat en raison de la « précarisation accrue de l'emploi salarié, qui, depuis les années 1980, profite beaucoup moins de protections sociales ».

Au contraire, la génération des baby-boomers a grandi dans une société où les emplois étaient stables après la guerre: « On entrait

en emploi, puis on y restait toute sa vie. »

Une question d'argent

Selon le rapport d'Academos, les jeunes de cette génération priorisent le bien-être et le plaisir. Ils veulent toutefois obtenir un salaire qui leur permet de vivre le plus confortablement possible.

Judith Desrochers-Théberge, étudiante en psychoéducation à l'UdeM, considère avoir fait son choix de carrière en raison de ses « intérêts » et de sa « curiosité ».

Selon elle, il est parfois facile d'oublier le facteur financier, or c'est un facteur important à prendre en considération. « En ce moment, je vis avec mon père et je n'ai pas ce stress-là, parfois c'est facile de l'oublier », souligne-t-elle.

Selon Victoria Yip, étudiante en éducation préscolaire et en enseignement primaire à l'UdeM, « on dit souvent que le métier d'enseignant, c'est une vocation, mais c'est un grand mot, a expliqué l'étudiante en entrevue avec L'Atelier. On a des factures à payer ».

Rage au volant : le permis est un privilège

LOUISE PETIT
L'Atelier

Le procès de Denis Gervais pour un cas de rage au volant s'est poursuivi mardi matin. La procureure Sylvie Dulude requiert 12 à 18 mois de prison, ainsi que le retrait du permis de conduire durant une année.

Lors de ce dernier jour de procès, les deux parties ont présenté au juge la peine qui serait raisonnable, selon elles, dans cette affaire. La couronne a demandé entre 12 à 18 mois de prison, en plus du retrait du permis de conduire de Denis Gervais pendant un an. La défense, composée de l'accusé qui se représente seul, souhaite une peine, une absolution des poursuites, ou encore une période d'essais avec des travaux communautaires.

Cette période d'essais restreint les déplacements de la personne déclarée coupable. Cette dernière doit en plus effectuer des travaux communautaires.

Retour sur les faits

Le 10 août 2021, l'accusé aurait causé des lésions à un motocycliste avec sa voiture. Après avoir coupé la route à la victime, cette dernière et Denis Gervais se sont retrouvés côte à côte à un feu rouge. La victime aurait fait signe à l'automobiliste de faire attention et de regarder dans ses rétroviseurs. Denis Gervais a alors renversé la victime avec sa voiture.

Il aurait pris la fuite et se serait rendu au poste de police peu de temps après les faits. Le juge Thierry Nadon a écarté l'un des chefs d'accusation concernant le délit de fuite.

La victime, Jorge-Michel Geraldino Battista, s'en est tirée avec des blessures au genou et à la cheville. Les douleurs sont encore présentes, deux ans après les faits.

Durant le procès, en plus de la victime et de l'accusé, deux témoins présents sur la scène du crime ont été entendus.

Conclusion de la couronne

« Le permis est un privilège », explique la procureure. Selon elle, la rage au volant doit être sanctionnée pour éviter toute récidive.

De plus, elle expose le fait que l'accusé n'a pas plaidé coupable, mais « a été reconnu coupable ». La procureure souligne la différence.

Elle indique également le manque de considération de Denis Gervais pour la victime. Les remords de l'accusé pour un délit ou un crime peuvent influencer sur la peine décidée par le juge.

Conclusion de la défense

L'accusé revient sur la charge mentale qu'il ressentait au moment des faits. En plus d'avoir eu la COVID-19, il devait s'occuper de sa tante. Durant le procès, il expose que ses proches lui ont fait remarquer un changement dans son comportement. Il explique que sa santé mentale était affectée et qu'il a cherché à se soigner.

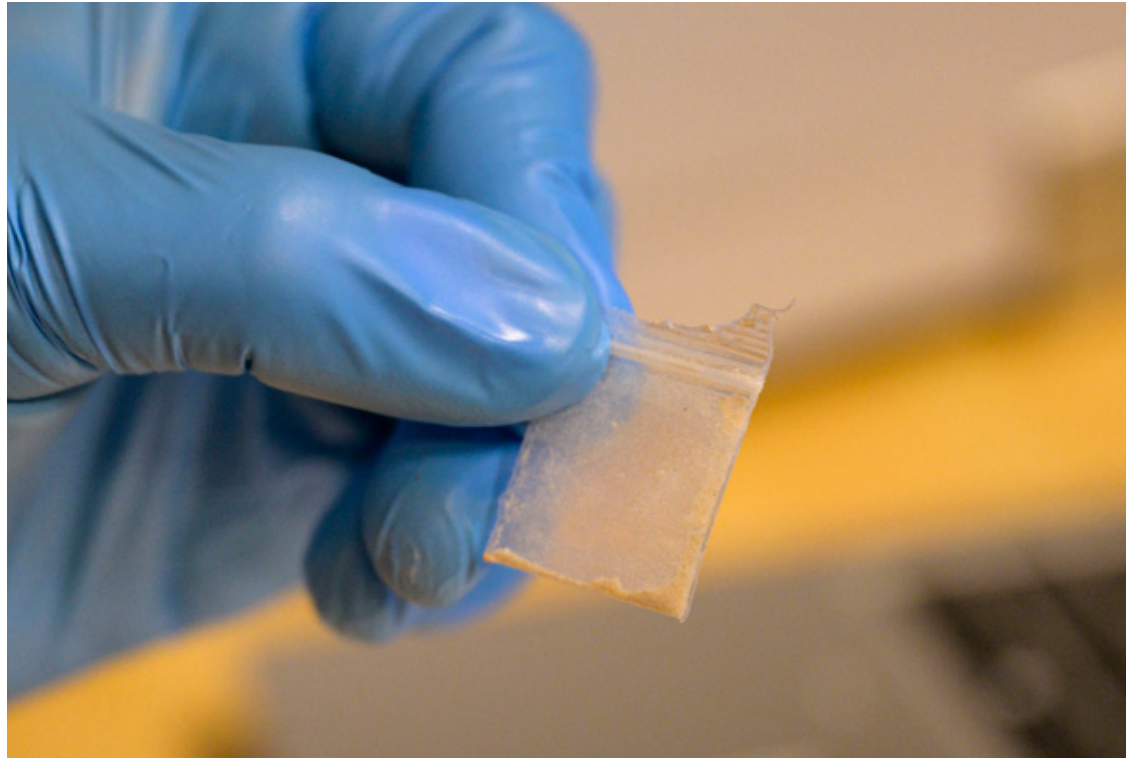
N'ayant aucun antécédent judiciaire, il demande, dans l'idéal, une absolution des poursuites. M. Gervais travaille depuis 20 ans comme agent de sécurité, et un casier judiciaire impliquerait le retrait du permis qui lui est nécessaire pour exercer ce métier.

Il n'a pas mentionné la victime durant son temps de parole ni évoqué de quelconques regrets sur les faits.

Le juge rendra son verdict le 18 décembre prochain.



La victime a été blessée au genou et à la cheville. Jamiga, iStock



Jenny Siaw Ying Wong a été arrêtée à l'aéroport de Montréal le 16 mai 2022 avec cinq kilogrammes d'héroïne. Angela Weiss, Agence France-Presse

Trafic d'héroïne pour « promouvoir le tourisme »

LAURIE ST-GEORGES
L'Atelier

Plusieurs preuves présentées par la Couronne aujourd'hui ont visé à démontrer que Jenny Siaw Ying Wong était au courant qu'elle était en possession de stupéfiants en cette deuxième journée d'audience. Le 16 mai 2022, Mme Wong a été arrêtée à l'aéroport de Montréal avec cinq kilos d'héroïne.

L'ambiance était plutôt tendue dans la salle 3.01 du palais de justice de Montréal alors que l'accusée n'a pas dit un seul mot, laissant la Couronne et les avocats de la défense argumenter entre eux. Le procès est traduit du français au mandarin par deux interprètes.

Un seul témoignage

L'agente frontalière Marissa Charland a été la seule à témoigner devant le juge Marc David et devant le jury. Elle était la personne responsable des vérifications de seconde zone le jour de l'arrestation. À la demande de la Couronne, elle a tout d'abord décrit les événements dans l'ordre chronologique du jour de l'infraction.

Le 16 mai 2022 vers 17 h, Mme Charland a procédé à la vérification du passeport et du papier de déclaration de Mme Wong. L'agente a remarqué que l'accusée a fait « six voyages en peu de temps dans des pays sources, dans des pays non habituels ». Elle pose ensuite plusieurs questions de routine à la voyageuse, qui semble plutôt calme, mais hésitante sur certains points.

L'argent qui a servi à payer le

voyage aurait été prêté par un ami de Mme Wong, mais elle a refusé de divulguer son nom. Elle aurait réservé son voyage le 5 ou 6 mai 2023, ce qui a alerté l'agente de contrôle puisque son départ était prévu à la même date. Le but de son voyage était de faire la promotion du tourisme. Mme Wong aurait répondu clairement aux quatre questions obligatoires suivantes : « Ce sont vos valises? Oui. C'est vous qui les avez faites? Oui. Connaissez-vous le contenu? Oui. Quelque chose qui pourrait me blesser? Non. », explique Mme

« Ce sont vos valises? Oui. C'est vous qui les avez faites? Oui. »
– Marissa Charland

Charland.

Après une première fouille des bagages et plusieurs doutes sur les intentions de Mme Wong, l'agente frontalière a appelé le maître-chien. Une présence de stupéfiants a été soupçonnée.

Utilisation de rayons X

Une deuxième fouille complète des bagages a été effectuée dans une salle adjacente avec accès à des rayons X. En passant les bagages dans la machine, Mme Charland a constaté des anomalies : « Je vois la valise Samsonite, la sacoche et, dans le cartable [dans la machine à rayons X], je vois des carrés orange, ce qui est le sym-

bole de la matière organique. »

Elle a expliqué aux 11 jurés devant elle la sensation des parois de la valise qui contenait les présumés stupéfiants.

À l'aide de la valise en question, Mme Charland a aussi démontré que deux paquets étaient dissimulés à l'intérieur des coutures de la valise.

Elle a fait de même avec une sacoche et un cartable que transportait Mme Wong. Les quatre autres paquets de présumés stupéfiants étaient également dissimulés à l'arrière des coutures de ses sacs. Des photos remises en pièces à conviction ont aussi été examinées. Mme Charland a fini en introduisant un autre témoin, Mme Lemieux, agente de la GRC qui témoignera plus tard dans le procès.

Troisième fouille

Après son arrestation, la dame de 60 ans a été fouillée. Le gendarme Peterson, l'un des témoins, a ouvert le cellulaire de l'accusé et a découvert des conversations suspectes sur l'application WhatsApp. Il les a alors traduites dans son téléphone personnel. Après avoir pris connaissance de ces informations, le jury a cherché à savoir si la preuve est recevable et légale en raison de l'obtention de cette preuve sans mandat de perquisition. Il a finalement été conclu que la fouille et la saisie étaient légales.

Il reste encore plusieurs témoignages au procès, dont celui de la propriétaire de l'agence de voyages, qui affirme qu'aucun billet d'avion n'a été acheté par Mme Wong. La prochaine audience aura lieu mercredi à 9 h 30.

Zapata n'avait pas déclaré sa commotion cérébrale

FLAVIE BOIVIN-CÔTÉ
L'Atelier

Le rapport du coroner publié mardi confirme que la boxeuse mexicaine Jeanette Guadeloupe Zacarias Zapata n'avait pas déclaré avoir subi de commotion cérébrale avant le duel fatal. Elle est décédée, à l'âge de seulement 18 ans, 5 jours après avoir été mise K.-O. par la Québécoise Marie-Pier Houle lors d'un combat présenté au mois d'août 2021 à Montréal. Elle a alors subi un traumatisme craniocérébral.

Selon le rapport du coroner, le D^r Ramsay, ces traumatismes étaient dus à de nombreux coups à la

tête. Le 15 mai 2021, Mme Zapata mène un combat de six rounds au Mexique. Lors du dernier round, l'adversaire domine Mme Zapata et lui assène une série de coups à la tête. La boxeuse s'évanouit sur les câbles et perd le combat. Son père l'emmène à l'hôpital, où une commotion lui est diagnostiquée. Pour le D^r Ramsay, il est évident que le K.-O. du 15 mai 2021 est un K.-O. cérébral, tout comme le K.-O. du mois d'août. La boxeuse n'a jamais déclaré ses blessures à la Régie des alcools, des courses et des jeux avant son combat. Le coroner affirme que les blessures de mai 2021 ont contribué au décès de la jeune boxeuse.



Les investisseurs québécois peuvent profiter d'occasions commerciales importantes en Colombie tout en affirmant leurs compétences sur la scène commerciale internationale. *Unsplash*

Québec encourage les affaires en Colombie

LYNA BASTA
L'Atelier

Investissement Québec International encourage les entreprises québécoises à exporter leurs habiletés en Colombie car les occasions commerciales sont inexploitées dans le pays sud-américain.

Le président colombien Gustavo Petro, souhaite mettre en place des programmes de développement économique respectant des normes environnementales. Cela amène un défi auquel les habiletés des entreprises québécoises sont en mesure de faire face selon Investissement Québec International. La société d'État établie en 1998, accompagne les entreprises

locales qui souhaitent accroître et diversifier leurs ventes de produits

« [La Colombie] veut augmenter la connectivité et la compétitivité du pays »
- Margarita Motta

et services en dehors du Québec.

Des projets ambitieux

Le gouvernement colombien cherche notamment à améliorer le système de transport routier à

travers le pays afin de promouvoir « l'augmentation de la connectivité et la compétitivité du pays », souligne Margarita Motta, conseillère experte des exportations en Amérique du Sud chez Investissement Québec. Cette dernière a fait partie des panélistes présents lors d'un séminaire organisé par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain sur les possibilités d'affaires entre les entreprises québécoises et la Colombie.

Les projets de concessions mis en place par le gouvernement Petro ouvrent la porte au renforcement de la présence des investisseurs québécois sur le territoire et à la représentation de leurs compétences, selon Myriam Savard-La-

jeunesse, directrice du Bureau du Québec à Bogota.

La Colombie dispose également d'un grand potentiel pour développer des énergies propres. Profitant d'une position géographique et d'un climat favorable, le pays manque néanmoins d'infrastructures nécessaires pour profiter pleinement de ces ressources renouvelables.

L'étendue des ressources renouvelables colombiennes demeure alors inexploitée, d'après Mme Motta.

Le Québec est la troisième province canadienne parmi celles ayant le plus de rapports commerciaux avec la Colombie, selon le Bureau du Québec à Bogota.

BANQUE SCOTIA

Bénéfice net en baisse

La Banque Scotia termine l'année 2023 avec un bénéfice net de 7,528 milliards de dollars, selon son dernier rapport trimestriel. Un chiffre en baisse comparativement à l'année 2022, où la banque avait réalisé un bénéfice net de 10,174 milliards de dollars. À l'échelle trimestrielle, le bénéfice net est en baisse de 37 % par rapport au troisième trimestre de 2023. Il est aussi en recul comparativement à la même période, l'année dernière. On observe une baisse de 34 % par rapport au quatrième trimestre de 2022. Scott Thomson, le président de la Banque Scotia, reste confiant. Il se dit « très optimiste quant au potentiel de croissance future de la Banque ». *L.P.*

SÉPAQ

L'accès de nouveau gratuit

Pour un deuxième hiver de suite, le gouvernement du Québec ouvrira les portes gratuitement de tous ses parcs nationaux à l'ensemble de la population. L'annonce a eu lieu mardi, à la Station touristique Duchesnay, où plusieurs ministres s'étaient rendus. Cette décision a été prise à la suite du succès de cette initiative l'hiver dernier, alors que plus de 57 000 visites gratuites ont été enregistrées au cours de l'hiver 2023. Les droits d'accès quotidiens des visiteurs des parcs nationaux seront gratuits du 18 décembre 2023 au 13 mars 2024, selon un calendrier prédéfini et disponible en ligne sur le site de la Sépaq, où il sera également possible de réserver son accès. *F.B.-C.*



AVIATION CIVILE

Hausse des passagers

En septembre 2023, les principales compagnies aériennes canadiennes ont transporté 6,7 millions de personnes sur leurs vols. Cela représente une hausse de 12,1 % par rapport au mois de septembre 2022. Cette hausse se remarque dans le coefficient de remplissage des avions. Le taux de remplissage des vols était de 87,2 % en septembre 2023, ce qui représente une hausse de 2,6 points de pourcentage par rapport à la période pré-pandémique. *L.P.*

Facture salée pour les agriculteurs

La guerre en Ukraine continue de perturber le marché et les revenus des fermiers canadiens

ANTOINE QUESNEL
L'Atelier

Selon un rapport de Statistique Canada paru mardi, les coûts pour exploiter une ferme ont augmenté en 2022 par rapport à 2021. Cette situation est marquée par les répercussions de l'invasion russe en Ukraine sur les marchés de l'engrais et du pétrole.

Cette augmentation des frais pèse sur les agriculteurs qui ont

vu leurs revenus nets diminuer de 7,6 % malgré une augmentation des revenus bruts du secteur de l'agriculture de 14,6 %. Les revenus agricoles s'élevaient à 95,2 milliards en 2022, soit une augmentation de 14,6 % par rapport à 2021. Les dépenses totales pour les opérations dans le secteur ont augmenté de 18,6 %.

Le prix des engrais a augmenté depuis le début de l'invasion russe en Ukraine de 2021. Le rapport de

Statistique Canada indique une hausse de 54,4 % des engrais dans le budget agricole en 2022, pour un total de 11,7 milliards.

La guerre en Ukraine a également eu des répercussions sur le marché du pétrole à cause des sanctions économiques qui ont été imposées à la Russie. Ces sanctions ont fait monter le coût de l'essence ainsi que le coût pour faire fonctionner la machinerie nécessaire à la production agricole.

Selon un autre rapport de Statistique Canada paru en septembre dernier, l'invasion de l'Ukraine, un des plus importants producteurs de blé à l'échelle mondiale, aurait perturbé le marché des céréales en causant une hausse des prix. Cette augmentation a cependant joué en faveur des agriculteurs, qui ont vu une augmentation de 15,2 % de leurs recettes sur les cultures, pour un total de 53,9 milliards, soit 56 % des recettes agricoles totales.

La lumière au bout du tunnel

À la suite de l'écroulement d'un tunnel en Inde, 41 ouvriers ont passé 17 jours bloqués sous terre

WILLIAM GEMME

L'Atelier

Des sauveteurs indiens ont sorti mardi les 41 ouvriers qui étaient piégés dans le tunnel de Silkyara, effondré depuis 17 jours, selon la presse locale.

Une partie du tunnel qu'ils creusaient dans l'Himalaya s'est écroulé sur eux. Les équipes de recherches travaillaient sans relâche depuis plus de deux semaines.

Un hôpital temporaire avec 41 lits a été déployé dans le tunnel pour les examiner immédiatement. Des ambulances qui attendaient les travailleurs à l'entrée du tunnel sont parties vers les hôpitaux pour s'assurer de leur santé. Des klaxons résonnent, des prières sont prononcées et les familles attendent les miraculés avec les larmes aux yeux, rapporte l'Agence France-Presse.

Ils ont été extirpés du tunnel sur des civières spécialement équipées de roues, à travers les 57 mètres d'un tuyau en acier dont la dernière section a été posée dans la journée. Les 41 ouvriers, secourus par les sauveteurs indiens, ont été chaleureusement accueillis par une foule en liesse, parés de guirlandes de fleurs, et salués comme des héros.

Un travail colossal

Les opérations de sauvetage ont été compliquées et retardées par des chutes de débris et de multiples pannes de machines de forage cruciales. Selon Rajput Rai, un



Le tunnel de Silkyara après l'extraction des 41 ouvriers Sajjad Hussain, Agence France-Presse

expert en forage cité par l'agence Press Trust of India, une équipe de sauveteurs était en train de creuser tandis qu'une autre enlevait les débris à la main, et une troisième les plaçait dans un chariot pour les emmener vers la sortie.

Les hommes devaient également se faufiler dans un enchevêtrement de tiges métalliques qui bloquaient leur progression. De plus, un forage vertical était en cours depuis le sommet de la colline boisée surplombant le tunnel, ce qui constituait une manœuvre

complexe compte tenu de l'effondrement précédent dans cette zone.

L'union fait la force!

Le ministre indien des Transports routiers, Nitin Gadkari, a informé la population du sauvetage de l'ensemble des ouvriers : « Je suis complètement soulagé et heureux que 41 ouvriers coincés dans l'effondrement du tunnel de Silkyara aient été sauvés avec succès, a-t-il déclaré dans un communiqué. Il s'agit d'un effort bien

coordonné de la part de plusieurs agences, marquant l'une des opérations de sauvetage parmi les plus importantes de ces dernières années. »

Après avoir fait face à plusieurs revers, les ingénieurs militaires et les mineurs ont travaillé jour et nuit pour percer toutes les roches et les décombres. Ils ont creusé et installé à tour de rôle les derniers morceaux du tube d'acier, qui était juste assez grand pour qu'une seule personne puisse s'y faufiler.

D'après l'Agence France-Presse

EXPO 2030

Riyad est élue comme ville hôte

WILLIAM GEMME

L'Atelier

L'Exposition universelle de 2030 a été attribuée mardi à Riyad, la capitale de l'Arabie saoudite. La ville a été choisie devant Pusan, en Corée, et Rome, en Italie. Riyad l'a emporté avec 119 voix, dépassant la majorité nécessaire de deux tiers sur les 165 voix totales, comme l'indiquent les résultats du Bureau international des expositions.

Le centre financier de l'Arabie saoudite a exprimé son appréciation du fait que l'exposition s'aligne sur la Vision 2030, un programme de réforme visant à réduire la dépendance du royaume au pétrole. L'Exposition universelle est un événement d'envergure qui attire des millions de visiteurs, et la ville de Riyad s'était lancée dans d'intenses campagnes de lobbying ces derniers mois.

D'après l'Agence France-Presse

La Finlande ferme sa dernière frontière avec la Russie

ALEXANE TAILLON-THIFFEAULT

WILLIAM GEMME

L'Atelier

Le premier ministre de la Finlande, Petteri Orpo, fermera le dernier poste frontalier encore ouvert avec la Russie dans le but de contrer la crise migratoire. Selon le gouvernement finlandais, près de 1000 demandeurs d'asile sans papiers, venant notamment de Somalie, d'Irak et du Yémen, se sont présentés depuis début août à la frontière est.

La ville d'Helsinki avait déjà fermé quatre de ses postes frontaliers à la mi-novembre. Ils ne sont désormais présents que sur une seule frontière, qui fermera dans la nuit de mercredi à jeudi.

« La Finlande est la cible d'une opération hybride russe. C'est une question de sécurité nationale », souligne le ministre de l'Intérieur, Mari Rantanen.

Elle indique également que la fermeture de ce point de passage, situé au nord du pays, durera jusqu'au 13 décembre.

Petteri Orpo a indiqué, à la suite d'un communiqué, que les demandeurs d'asile devront demander une protection « aux points de passage frontaliers ouverts pour le trafic aérien et maritime », c'est-à-dire les ports et aéroports, depuis la fermeture de

« Notre message est clair. Ne venez pas. La frontière est fermée. »

- Mari Rantanen

la frontière.

Tensions avec la Russie

Les relations entre les deux voisins connaissent une dégradation importante depuis février 2022 et l'offensive russe en Ukraine.

Cette attaque a amené la Finlande à rejoindre l'OTAN en avril 2023 par souci pour sa propre sécurité. En réponse, Mos-

cou s'est engagé à prendre des « contre-mesures » après l'adhésion de la Finlande à l'OTAN.

« Notre message est clair. Ne venez pas. La frontière est fermée », dit le ministre de l'Intérieur. Le gouvernement de la Finlande soutient que la fermeture est « nécessaire et proportionnée ».

Anticipant une éventuelle pression migratoire en provenance de Moscou, la Finlande a commencé la construction d'une importante barrière s'étendant sur plus de 200 km, dont seuls 3 km ont été achevés pour le moment.

Petteri Orpo blâme principalement la Russie pour cette fermeture des frontières. « Sans le changement de politique des autorités russes, ce phénomène n'existerait pas », dit-il.

Malgré les tensions, le premier ministre tient tout de même à ce que la situation se règle « le plus rapidement possible » avec leur pays voisin. Celui-ci soutient que l'arrêt des tensions est « dans l'intérêt de tous ».

Avec l'Agence France-Presse

BIÉLORUSSIE

Perquisitions chez des membres de l'opposition

La Biélorussie a annoncé mardi que des perquisitions avaient été menées au domicile de nombreux militants de l'opposition vivant actuellement en exil. Cette action récente est considérée comme faisant partie d'une campagne de répression menée par Minsk. Les domiciles d'au moins six militants exilés, liés au Conseil de coordination de l'opposition, ont été soumis à des perquisitions. Les arrestations massives, les exils forcés et l'emprisonnement de militants pour la démocratie et de journalistes ont brisé ce mouvement d'opposition. AFP, WG

BURKINA FASO

Civils tués dans une attaque jihadiste

Un grand nombre de combattants du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, affiliés à al-Qaïda, « a attaqué une base militaire, des maisons et les camps de personnes déplacées internes dans la ville de Djibo, tuant au moins 40 civils et en blessant plus de 42 », a affirmé le Haut-Commissariat aux droits de l'Homme de l'ONU. « Les responsables devront rendre des comptes après des enquêtes rigoureuses, impartiales et indépendantes des autorités », a-t-il ajouté, soulignant que « cibler délibérément des civils ou des individus qui ne prennent pas directement part à des hostilités constitue un crime de guerre ». AFP, WG



BRÉSIL

Grève des transports à São Paulo

Le centre financier du Brésil a connu, mardi, une grève des transports pour protester contre le plan de privatisation du gouvernement. Les syndicats du métro et des chemins de fer mènent un mouvement social contre un projet de loi visant à privatiser la Sabesp, une entreprise publique de traitement des eaux, et à ouvrir les transports au secteur privé. AFP, WG

Prolongation de la trêve humanitaire au Proche-Orient

ALEXANE TAILLON-THIFFEAULT
L'Atelier

La trêve humanitaire de deux jours, entrée en vigueur le 24 novembre, est prolongée jusqu'à jeudi minuit (heure de l'Est). Cet accord, sous l'égide du Qatar, de l'Égypte et des États-Unis, marque le 53e jour de la guerre entre le Hamas et Israël.

Cette trêve a permis la libération de 60 otages israéliens et de 180 détenus palestiniens. Dix otages israéliens et deux Thaïlandais ont été libérés par le Hamas et le Jihad islamique.

Les douze otages libérés vont être « emmenés vers des hôpitaux israéliens, où ils retrouveront leurs familles », a indiqué l'armée israélienne qui a confirmé leur arrivée en Israël via l'Égypte.

D'autres libérations

Israël a annoncé la libération de 30 prisonniers palestiniens en échange d'otages israéliens à Gaza. Chaque jour depuis vendredi, le Hamas libère une dizaine de femmes et d'enfants pris en otage, en échange de la libération de trois fois plus de détenus palestiniens.

De nombreuses otages israéliennes accompagnées par des combattants palestiniens masqués du Hamas et du Jihad islamique, ont été remises au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Rafah au sud de la bande de Gaza, selon un photographe de l'Agence France-Presse (AFP) sur les lieux.

Vingt et un otages étrangers, pour la plupart des Thaïlandais vivant en Israël, ont été libérés en dehors du cadre de l'accord.

Les médiateurs seraient d'ailleurs en discussion afin de prolonger la trêve une nouvelle fois, c'est à dire, au-delà de jeudi. L'accord sur ces échanges, qui inclut un arrêt des combats et l'entrée d'aide humanitaire dans la bande de Gaza, est censé avoir lieu jusqu'à jeudi minuit.

Associations féministes réprimandées

En France, des associations féministes ont été accusées de ne pas condamner les violences du Hamas à l'encontre des femmes israéliennes.

En réponse, ces associations ont affirmé lutter pour « toutes les femmes » et ont dénoncé une instrumentalisation de leur combat. Elles ont condamné les crimes sexuels et sexistes, les viols et les féminicides commis par le Hamas.

« Nous condamnons sans ambiguïté les crimes sexuels et sexistes, viols et féminicides commis par le Hamas, qui ont particulièrement visé les femmes, les personnes LGBTQIA+ et les enfants. Nous apportons tout notre soutien aux victimes et à leurs proches »,



Fairoz Salameh, une prisonnière palestinienne libérée, se tenait aux côtés de son père après avoir quitté la prison militaire israélienne d'Of. Ali Sawafta, Reuters/EUTERS/

souligne le collectif #NousToutes.

Des tensions ont éclaté lors d'une marche à Paris samedi 25 novembre, où des femmes dénonçant les exactions du Hamas ont été menacées violemment par des militants.

Pour Rebecca Amsellem, la fondatrice de l'infolettre féministe Les Glorieuses, le « silence des organisations féministes » aura « potentiellement des conséquences durables sur le mouvement féministe en France ».

« On ne trie pas les violences en fonction des conflits des individus ou des nationalités », a rétorqué mardi devant l'Assemblée nationale la ministre chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, Bérangère Couillard.

Une situation « catastrophique »

Le Programme alimentaire mondial estime toujours que la situation à Gaza est catastrophique. Selon eux, « il existe un risque de

famine ». Bien que la prolongation initiale de la trêve ait permis l'entrée de nouveaux camions d'aide humanitaire sur le territoire palestinien, la situation reste très difficile.

« La situation humanitaire à Gaza reste catastrophique », a déclaré l'émissaire de l'ONU pour le Proche-Orient, Tor Wennesland.

Le premier avion militaire amé-

« Nous sommes déterminés à poursuivre la lutte » - Mossaab al-Barrim

ricain chargé d'aider la bande de Gaza est arrivé mardi en Égypte. « Les besoins humanitaires à Gaza exigent de la communauté internationale qu'elle en fasse beaucoup plus. Les États-Unis sont engagés dans cet effort », a affirmé mardi Jake Sullivan, conseiller à

la sécurité nationale du président Joe Biden. Ce dernier avait été accusé par des activistes de sacrifier les Palestiniens au nom du soutien à Israël.

La guerre, qui a débuté le 7 octobre dernier, aurait fait plus de 15 000 morts dans la bande de Gaza alors qu'Israël estime que 1200 personnes ont été tuées dans l'attaque du 7 octobre. À ce jour, plus de 7000 personnes seraient portées disparues, selon la Défense civile de Gaza.

Le Hamas et le Jihad islamique ont voulu faire preuve d'unité à travers ces événements. Avant une libération d'otages mardi soir, les branches armées des deux mouvements ont organisé des parades militaires.

« Nous avons montré que la résistance se tient unie », a déclaré à l'AFP Mossaab al-Barrim, porte-parole du Jihad islamique. « Nous sommes déterminés à poursuivre la lutte », explique-t-il.

Avec l'Agence France-Presse

UKRAINE

La culture au front

LYNA BASTA
L'Atelier

La popularité des milieux littéraires ukrainiens a explosé depuis l'invasion militaire russe en février 2022.

L'intérêt pour les établissements faisant la promotion de la littérature et de la culture ukrainiennes s'est renouvelé, en Ukraine et ailleurs, affirme Iryna Baturevych, cofondatrice et coordonnatrice du média littéraire indépendant Chytomo, qui fait la promotion des œuvres publiées par des écrivains ukrainiens depuis 2009.

« Je reviens d'un séjour en Ukraine, et j'ai vu les gens faire la file devant les librairies pour acheter des livres. C'est formidable », raconte-t-elle.

Plusieurs maisons d'édition ukrainiennes ont brièvement cessé leurs opérations afin de relocaliser leur établissement dans des régions moins affectées par le conflit. Depuis, elles sont toutes parvenues à rouvrir leurs portes.

« Les livres sont encore publiés et distribués, même si l'impression des livres en Ukraine coûte très cher », appuie la cofondatrice de Chytomo. « Les œuvres sont aussi traduites dans plusieurs langues afin de permettre l'accessibilité des textes au grand public. »

À Montréal, une librairie offrant une sélection de livres ukrainiens a même ouvert ses portes à Outremont en avril grâce à une initiative de la Fédération nationale ukrainienne du Québec.

Une littérature résiliente

Grâce à ses efforts soutenus, la communauté ukrainienne continue d'affirmer avec fierté l'existence de sa littérature.

Les attaques contre les centres culturels ukrainiens font partie des premiers efforts orchestrés par les autorités gouvernementales russes pour éliminer l'héritage culturel et historique ukrainien.

« Il est plus important que jamais de faire entendre les voix ukrainiennes », souligne Iryna Baturevych.

Solidarité nationale

La cofondatrice de Chytomo ajoute que les milieux littéraires et culturels prônant la mémoire ukrainienne réunissent le peuple autour d'une identité partagée. « Les librairies offrent l'espace parfait pour échanger avec d'autres individus qui partagent une expérience commune en tant que peuple », soutient-elle.

Pour Iryna Baturevych, les efforts mis en place par le peuple ukrainien afin d'honorer son histoire, sa culture et sa littérature représentent une défense contre les attaques des autorités gouvernementales russes.

« Je pense que les gens restés en Ukraine réalisent qu'il ne leur reste peut-être pas beaucoup de temps. La survie de l'héritage culturel ukrainien est essentielle pour nous », conclut Iryna Baturevych, qui a confiance en l'avenir.

L'adolescence criée à pleins poumons dans *Vacarmes*

NOÉMIE LAPLANTE

L'Atelier

Un jeu de ballon-chasseur épique, des tribulations amoureuses, des « BFF » (*Best Friends Forever*), une rencontre parent-enseignant désastreuse, *Vacarmes* trace le portrait d'une adolescence. Cette pièce de théâtre présentée au théâtre Denise-Pelletier met en scène un groupe de jeunes qui traversent la période difficile de l'adolescence grâce à la musique.

Vacarmes invite les spectateurs à applaudir, à crier, à vivre une vraie expérience musicale, comme un concert. Selon Annie Préfontaine, directrice artistique de *Vacarmes*, c'était le défi principal de la pièce : « Comment est-ce qu'on fait pour encourager le public qui est assis au théâtre, où on a l'habitude d'être sage, à faire du bruit, à interagir [avec les interprètes] ? »

Le résultat est une pièce expérimentale où les chansons s'entremêlent à une histoire bien rythmée. *Vacarmes* réussit en effet à « s'éloigner des codes traditionnels de la comédie musicale », tout comme l'avait souhaité Annie Préfontaine.

Dans *Vacarmes*, une blague en suit une autre, et chaque personnage trouve sa place tant sur scène qu'à l'école secondaire.

L'adolescence vue de près

Vacarmes est dangereusement sur la ligne entre la caricature et le portrait réaliste des adolescents dans les années 2020.



La pièce de théâtre *Vacarmes* présente les aléas de l'adolescence à travers la musique. Cindy Gagné

Cette pièce de théâtre est pourtant le travail acharné d'artistes de la relève théâtrale en collaboration avec plusieurs adolescents. «

On les a utilisés avant tout comme experts et comme expertes de l'adolescence », a affirmé Annie Préfontaine.

L'équipe leur a également donné une carte blanche pour la création d'un personnage et l'écriture d'une des chansons. Leur collaboration a abouti à de « belles surprises », décrit-elle.

« Ils nous ont énormément aidés à préciser là où on s'en allait.

On avait pas vraiment de personnages, juste des idées de scènes, des idées de situations », a-t-elle ajouté.

Puis on les faisait choisir ce qui les intéressait, comme dans un budget, en leur posant des questions précises, en leur demandant d'ajouter des participants. On leur a fait créer un passage complet.

Malgré tout, entre l'écriture qui emprunte du vocabulaire à la génération Z et des références à cette période tumultueuse qu'est l'adolescence, *Vacarmes* tombe parfois dans les excès.

Le milieu du théâtre en crise

La pièce a débuté avec une annonce : « *Vacarmes* n'a pas reçu le financement nécessaire. » Dès l'automne, l'équipe a appris qu'elle n'aurait pas de budget pour « le décor, les costumes, les accessoires, ni le matériel technique ». Les dons et l'entraide ont donc joué un rôle majeur dans la production de *Vacarmes*. Annie Préfontaine affirme que l'équipe a priorisé les coûts humains. Elle soutient que l'esprit de « communauté » a permis d'amener sur scène ce projet.

HAUSSE DES VISITES

Le Salon du livre séduit

MAYLIS ROUMY

L'Atelier

La 46^e édition du Salon du livre s'est clôturée ce dimanche après cinq jours de dédicaces, d'ateliers et de discussions. L'événement, qui avait lieu au Palais des congrès de Montréal, a compté 88 000 visiteurs entre le 22 et 26 novembre, soit 13 000 visiteurs de plus qu'à l'édition précédente. Le Salon avait pour thème central l'humanité. « En plaçant l'humain au cœur de notre programmation et de l'événement, nous souhaitons mettre en lumière ce besoin fondamental de vivre ensemble », avait déclaré Olivier Gougeon, directeur du Salon, dans un communiqué de presse.

Le Salon a présenté des activités autant en ligne que sur place, réunissant encore plus d'auteurs, d'illustrateurs et de maisons d'édition. Le prix Fleury-Mesplet a été décerné à l'autrice jeunesse et éditrice Angèle Delaunois pour « son exceptionnel travail et impact sur la littérature jeunesse ».

Illumi, tradition en expansion

GRÉGORY HAMEL

L'Atelier

Illumi Laval rehausse son niveau de présentation cette année pour attirer encore plus de visiteurs et présente son nouveau parcours du temps des fêtes depuis mardi.

Une période de 45 à 90 minutes est nécessaire pour effectuer le parcours, qui peut être fait tant à pied qu'en voiture selon l'achalandage. Au total, plus de 30 000 structures éblouissantes prennent vie grâce à l'éclat de 25 millions d'ampoules.

Alain Brochu, directeur marketing chez Illumi, constate une progression chaque hiver, ce qui aide grandement, selon lui, à attirer plus de gens année après année.

Celui-ci souhaite que l'événement, se tenant dans le centre-ville de Laval, devienne un incontournable des fêtes. Pour ce faire, l'équipe d'organiseurs s'est assurée de bien évaluer les rétroactions générées au cours des dernières années afin de plaire à tous ses visiteurs.

Les coups de cœur des années précédentes étaient sans aucun doute le tableau « Dessine-moi



Alain Brochu et son équipe souhaitent participer à la magie des fêtes avec le retour d'Illumi. Grégory Hamel, L'Atelier

Illumi », présentant une soixantaine de dessins illuminés faits par de jeunes enfants. Il y a également « Le monde des neiges », qui met en scène de gigantesques igloos ainsi que des guirlandes, accompagné de la musique thématique du film de Disney *La reine des neiges*.

Moins de magie sans neige

Le directeur, qui travaille aussi pour *Cavalia*, semble déjà être

plongé dans l'esprit des fêtes. Déguisé en bonhomme de neige et prenant des photos avec les jeunes visiteurs, il affirme que l'expérience sera encore bien plus grandiose une fois que la neige sera de la partie.

« C'est tellement plus joli quand il y a de la neige par terre. Il y a un plus gros contraste avec les lumières. On dirait qu'elles te sautent plus aux yeux », affirme M. Brochu.

ÉDITORIAL

Quelle limite au potinage?

FLORENCE LAMOUREUX

Ce n'est pas une surprise que les Québécois sont friands de potins. Pourquoi notre vedette préférée s'est-elle séparée et n'est-elle plus à la télé? Il suffit de jeter un coup d'œil aux kiosques de magazines ou d'écrire dans un moteur de recherche « potins et Québec » pour avoir une offre illimitée de nouvelles.

Dans son émission *La machine à rumeurs*, Véronique Cloutier nous apprend que l'on potinerait environ 50 minutes par jour. Les Québécois ne sauraient-ils plus faire la différence entre curiosité et indiscrétion? Les plateformes en ligne consacrées aux ragots se sont multipliées dans les dernières années : Nacity, Rose Pingouin, Monde de stars, Hollywood PQ et QC Scoop, ce dernier possédant plus de 150 000 abonnés sur Instagram. Ce site à potins, créé par Simon Waddell, se démarque négativement des autres par son mépris de la vie privée. De fausses nouvelles compromettantes sur des personnalités publiques sont souvent diffusées et on y incite les abonnés à les commenter.

Un scandale a éclaté le 6 novembre dernier quand une photo de la chanteuse Rafaëlle Roy à l'hôpital a été publiée par QC Scoop avec des faussetés sur son état de santé. Cela a déclenché des condamnations contre le site, dont une pétition qui récolte près de 15 000 signatures, une première au Québec contre un site à potins.

Le tout s'explique peut-être par la découverte de tous les profits qu'engrangeait le fondateur de la page avec ses mensonges.

Au-delà de QC Scoop, aucun site à potins de ce genre ne fait du journalisme. Il constitue une honte pour notre profession. S'abonner à leurs plateformes et lire leurs contenus ne fait qu'apporter de l'eau au moulin. En pleine crise des médias, où le contenu Internet des journaux est bloqué des plateformes de Meta, les sites à potins peuvent toujours y publier. C'est une aberration! Il y a moyen de nourrir son besoin intérieur de potinage sans encourager une industrie qui carbure à la haine et à la diffamation.

Quelle est la différence entre QC Scoop et un vrai journaliste culturel? Ces derniers vont rencontrer les artistes en réalisant des entrevues sur des projets, des moments plus difficiles et ils vont souvent demander l'accord avant la publication. Tout le contraire du « journalisme » prétendu par certains sites qui n'est rien d'autre que du voyeurisme. La pire erreur serait de continuer à normaliser ce genre de pratique malsaine. Désabonnez-vous de ces sites, dénoncez leurs pratiques et encouragez le journalisme culturel avec les vrais médias.

HOMMAGE

Célébré jusqu'à l'extérieur

LOUISE PETIT
L'Atelier

Quelques centaines de courageux ont bravé le froid omniprésent pour honorer la mémoire du chanteur Karl Tremblay, à l'occasion de son hommage national au Centre Bell.

Des gens de partout se sont rassemblés en chanson dans le froid. Ne possédant pas de billets, ils étaient couverts de la tête aux pieds. « Je me suis dit, au pire j'ai froid, mais c'est un événement qu'on ne peut pas rater » a expliqué Charlotte, 10 ans, qui est venue avec sa famille.

Rassemblement en chanson

Les commerces environnants ou des musiciens improvisés dans la rue et le métro, tous jouaient la musique des Cowboys Fringants. Autour d'eux se rassemblait un public de tous âges, chantant en chœur des paroles connues sur le bout des doigts.

« Je pense que [Karl Tremblay] était celui qui rassemblait le plus », a dit Adèle, 13 ans.

Sur les visages, on pouvait lire beaucoup d'émotion. « Je suis très ému. J'ai pleuré beaucoup pour la mort de Karl », a confié Rémi Beelleau, les larmes aux yeux. Même chose pour Jean-François Lecuyer, qui a expliqué ne pas avoir pleuré depuis longtemps pour le décès d'un artiste.

Tout simplement

Tous les admirateurs rencontrés par *L'Atelier* considéraient l'artiste comme l'un des plus grands chanteurs du Québec. Pour Jean-François Lecuyer, Karl Tremblay apportait « la fierté d'être québécois d'abord et avant tout ».

Entre les quelques pancartes, beaucoup ont brandi le drapeau québécois. On le voyait partout, sur des tuques, en forme de capes. « C'était un vrai patriote », a souligné Rémi Beelleau.

Les gens se retrouvent, parfois par hasard, pour la même chose: rendre hommage. « Pour rendre hommage à Karl, tout simplement », a dit le Montréalais.



Autour du Centre Bell, la musique des Cowboys Fringants retentissait. Louise Petit, *L'Atelier*



C'est en pleurant et en chantant que 14 000 amateurs du groupe se sont réunis au Centre Bell pour rendre hommage à Karl Tremblay mardi soir. Florence Lamoureux, *L'Atelier*

« Ta voix va résonner encore longtemps »

Le cœur des Québécois « en berne » pour Karl Tremblay

FLORENCE LAMOUREUX
L'Atelier

Pour la dernière fois, faites du « bruit pour le seul, unique et éternel Karl Tremblay. » L'émotion était à son comble au Centre Bell, où 14 000 admirateurs étaient réunis mardi soir pour rendre hommage à Karl Tremblay, chanteur des Cowboys Fringants décédé d'un cancer à 47 ans le 15 novembre dernier.

« Je ne sais pas ce qu'il y a après la mort, mais si Karl voit ce qui se passe ici depuis deux semaines, il dirait : « voyons, la gang, calmez-vous, ostie! » », a lancé le parolier et grand ami de Karl, Jean-François Pauzé.

Les trois membres du groupe, Marie-Annick Lépine, Jean-François Pauzé et Jérôme Dupras, se sont succédé au micro après une ovation de plusieurs minutes des spectateurs. Ils ont partagé chacun leur tour leurs plus beaux souvenirs avec Karl et ils ont témoigné sur l'homme qu'il était.

La soirée animée par le comédien Émile Proulx-Cloutier a débuté avec des prestations musicales offertes par un quatuor de l'Orchestre symphonique de Montréal, avec qui les Cowboys Fringants ont donné des concerts à plusieurs reprises. Le maître de cérémonie a demandé au public de faire une minute de silence.



« Toute l'Amérique pleure ». Un dernier au revoir à Karl Tremblay. Florence Lamoureux, *L'Atelier*

L'amour que les Québécois portent au chanteur des Cowboys résonnait dans le silence de la salle.

Un deuil national

Dès le début de la cérémonie, les applaudissements ne cessaient pas, les admirateurs criaient « On t'aime, Karl ». Des fans rencontrés se sont confiés sur l'importance qu'a eue Karl dans leur vie. « J'ai traversé les périodes les plus difficiles de ma vie avec la voix de Karl, affirme Maryse Lemieux. Il était vraiment unique, c'était un Québécois qui ne voyait personne [sur] un piédestal. »

Certains amateurs du groupe sont venus de loin pour dire un

dernier au revoir à Karl Tremblay.

« Je viens de Rivière-du-Loup. Les Cowboys, c'est une affaire de famille. Mes enfants connaissent les chansons. Il n'y a pas un party de famille sans la voix de Karl », explique Michel Lemieux, les yeux remplis d'eau.

Des gens présents dans le public qui ne se connaissaient pas se confiaient leurs plus beaux souvenirs de spectacle avant le début de la cérémonie. Plusieurs se rappelaient avoir assisté au premier spectacle après l'annonce publique du diagnostic de cancer de Karl. Certains mentionnaient « sentir qu'il chantait pour sa vie » et que ce cancer-là « lui donnait une cer-

taine force à profiter de la vie ».

Devant le Centre Bell, des gens donnaient des places pour le spectacle. « Comme Marie-Annick l'a dit sur Facebook, c'est dégueulasse de revendre des billets, explique Laurent Dagenais. Ma blonde ne venait plus ce soir, alors j'espère en faire profiter quelqu'un. »

Lutte contre le cancer

La réaction émotionnelle des Québécois face au décès du chanteur découle de la proximité ressentie avec lui. Cette accessibilité s'est surtout amplifiée après l'annonce de sa lutte contre le cancer de la prostate.

Bien qu'il ait été une figure célèbre, il demeurait discret. Les Cowboys Fringants évitaient de participer à des plateaux télévisés et à des entrevues avant et après les spectacles. La cérémonie s'est conclue par la diffusion du film *L'Amérique pleure*, réalisé en 2020 en pleine nature.

La ville de L'Assomption, le lieu de résidence de Karl Tremblay et de sa famille, a organisé un rassemblement au cœur de la place qui portera bientôt son nom. Près de 3000 personnes qui n'avaient pas réussi à se procurer des billets au Centre Bell se sont réunies pour regarder la cérémonie d'hommage national sur un écran géant. Le pont Samuel-De Champlain était également illuminé.



Newcastle United est la seule équipe de la Ligue des Champions à avoir marqué au Parc des Princes depuis le début de la saison en août dernier. Franck Fife, Agence France-Presse

Maîtres de leur destin

Incertitudes dans le groupe F de la Ligue des Champions

RAOUL BLOCH
L'Atelier

Le Paris Saint Germain (PSG) et Newcastle United se sont neutralisés aux termes d'un match nul 1-1 à haute intensité.

C'est lors de l'avant-dernière journée des phases de groupes, dans un Parc des Princes animé par la ferveur des partisans parisiens, que les deux équipes se sont affrontées hier soir. L'alignement des joueurs est resté le même qu'au match aller, à l'exception des nombreux blessés des deux côtés du terrain. Pour rappel, Newcastle s'était imposé 4-1 au match aller.

Deux mi-temps...

Après vingt minutes de jeu très disputées entre les deux forma-

tions, l'attaquant suédois Alexander Isaack ouvre le score pour New-

« Je suis beaucoup plus fier qu'après de nombreuses victoires » - Luis Henrique

castle (21^e). C'est le latéral défensif droit, Tino Livramento, repositionné à gauche pour l'occasion, qui transperce la défense parisienne avant de servir Miguel Almiron. Le tir du Paraguyan est mal repoussé par Gianluigi Donnarumma, Isaack n'a plus qu'à pousser le ballon au-dessus du portier parisien.

... deux rythmes

Par la suite, Paris va répéter les attaques et s'écraser successivement sur le bloc défensif de Newcastle, qui n'a plus qu'à défendre son avantage.

Il a fallu attendre la fin du match, pour que l'arbitre, Szymon Marciniak, aidé par l'assistance vidéo, accorde un tir au but après un contact de la main de Livramento dans sa surface de réparation. Kylian Mbappé convertit l'occasion à quelques minutes du coup de sifflet final (98^e).

Les deux entraîneurs ont eu des réactions contradictoires au terme de ce choc européen. Eddie Howe est resté focalisé sur la décision de l'arbitre à la dernière minute, qu'il a lourdement contestée.

Quant à lui, Luis Henrique a fé-

licité ses joueurs pour leur attitude lors de cette rencontre. « Je suis beaucoup plus fier qu'après de nombreuses victoires », a-t-il justifié au micro des journalistes.

« Le groupe de la mort »

« Le groupe de la mort » (comme le nomment les Européens) a une nouvelle fois tenu ses promesses. Tous les scénarios sont encore possibles dans le groupe F, alors qu'il reste un match aux phases de groupes.

En tête du classement, le Borussia Dortmund est la seule équipe persuadée d'accéder aux phases éliminatoires avec 10 points.

Le PSG suit en deuxième position avec 7 points, Newcastle et Milan se partagent la fin du tableau à égalité avec 5 points.

Les Raptors craquent contre les Nets

Avec trois défaites en quatre matchs, l'équipe de Toronto est éliminée du tournoi de la NBA

BETTIE DESJARDINS
LOUIS PETITJEAN
L'Atelier

À la suite d'un match très serré, les Raptors se sont inclinés face aux Nets de Brooklyn par la marque de 103 à 115 au Barclays Center mardi soir dans le cadre du nouveau tournoi de la NBA.

C'est une défaite que les Raptors auraient pu éviter. En effet, les deux équipes sont restées au

coude-à-coude pendant la majorité du match avant que les Nets ne prennent l'ascendant dans les deux dernières minutes du quatrième quart-temps. « On a baissé notre garde », a déploré l'entraîneur-chef, Darko Rajaković, en lien avec la fin de match de son équipe.

L'homme à tout faire

Malgré la défaite de son équipe, Scottie Barnes a fait preuve de

constance tant en attaque qu'en défense. Il a terminé le match avec une fiche de 17 points, 11 rebonds, 6 passes décisives et 3 interceptions, son huitième double-double cette saison. C'est aussi le 18^e match d'affilée où il inscrit plus de 10 points.

Une élimination éclair

À la suite de cette défaite, l'équipe de Toronto se retrouve à la 4^e place du groupe C de la confé-

rence de l'Est. Avec une fiche d'une victoire et de trois défaites, les Raptors font partie des équipes éliminées au premier tour. Ils restent tout de même optimistes puisque cette défaite leur permettra de se concentrer sur la saison régulière.

Les Raptors seront de retour à l'aréna Scotiabank de Toronto ce soir, avec la réception des Suns de Phoenix, quatrième de la conférence Ouest, cette fois pour le compte de la saison régulière.

HOCKEY

Première pour les femmes

Le 1^{er} janvier 2024 aura lieu le premier match de l'histoire de la Ligue professionnelle féminine de hockey sur glace (LPHF). L'équipe de Toronto affrontera l'équipe de New York à 12 h 30 au Mattamy Athletic Centre à Toronto. Le lendemain, ce sera au tour de l'équipe de Montréal, qui affrontera la formation ottavienne à l'aréna de la Place TD d'Ottawa. L'équipe montréalaise disputera son premier match à domicile le 13 janvier contre Boston à l'Auditorium de Verdun à 15 h 30. Le reste du calendrier sera dévoilé à une date ultérieure alors qu'une annonce officielle de la ligue pour les noms des six clubs se fait toujours attendre. L.D.

LNH

Beauvillier échangé aux Blackhawks

L'attaquant Anthony Beauvillier a été échangé des Canucks de Vancouver aux Blackhawks de Chicago mardi soir. L'équipe de la Colombie-Britannique a reçu en retour un choix de cinquième ronde. L'ancien choix de première ronde des Islanders de New York aura joué seulement 55 matchs avec les Canucks, amassant au passage 28 points, dont 11 buts. Écoulant présentement la dernière année d'un contrat de trois ans d'une valeur annuelle de 4,15 millions de dollars, Vancouver ne retiendra aucune partie du salaire. Cet échange vient combler le départ de Corey Perry, dont le contrat a été résilié par les Hawks mardi matin. L.D.

L'ATELIER

Cheffe de nouvelles : Florence Champagne-Hamel

Chef de pupitre : Oleksii Pivtorak

Pupitres : Laurie Doré, Megan Foy, William Gemme, Louis Petitjean et Antoine Quesnel

Photographe : Bettie Desjardins

Correctrices : Flavie Boivin-Côté et Florence Provencher

Journalistes : Lyna Basta, Raoul Bloch, Alice Fournier, Ariane Fournier, Olivier Guillet, Gregory Hamel, Florence Lamoureux, Noémie Laplante, Louise Petit, Maylis Roumy, Laurie St-Georges et Alexane Taillon-Thiffeault

Merci à : Richard Bousquet, Christine Dumazet, Maude Goyer, Florent Maiorana et Malika Alaoui